

# LES CONFRONTATIONS ETHNIQUES EN INDONESIE :

Un archipel menacé d'éclatement

Mémoire de géopolitique

du capitaine de corvette pascal LE CLAIRE

Dans le cadre du séminaire « Géopolitique et identités ethno-culturelles »

Directeur : Monsieur Yves Plasseraud

Mars 2003

# Les confrontations ethniques en Indonésie :

## Un archipel menacé d'éclatement

### SOMMAIRE

#### PREMIERE PARTIE : L'INSTALLATION DE LA DOMINATION JAVANAISE

Déterminants géographiques et démographiques

L'établissement de la domination javanaise jusqu'à l'indépendance

Aboutissement du phénomène dans l'Indonésie moderne

#### DEUXIEME PARTIE : LES ENJEUX DES CONFRONTATIONS ETHNIQUES

Le système politique contesté

Les enjeux économiques

Le problème culturel

#### TROISIEME PARTIE : LE RISQUE D'ECLATEMENT

Pacification en cours de l'archipel

L'amorce de réformes

Scénarios possibles pour l'avenir

## INTRODUCTION

Cinquième pays du monde en terme de population, l'Indonésie suscite régulièrement l'intérêt par les bouffées de violence qui secouent ce vaste archipel de près de 2 millions de km<sup>2</sup>, peuplé de 220 millions d'habitants. Composé à 80 % de musulmans, c'est le plus grand État islamique au monde. Comptant plus de 13 000 îles, l'Indonésie s'étale sur plus de 5 000 km d'est en ouest et 2 000 km du nord au sud. Cette géographie particulière a créé un certain éclatement ethnolinguistique.

Grand carrefour du commerce maritime mondial avec les détroits de Lombok, de La Sonde et de Malacca, sa stabilité est essentielle pour la sécurité des flux commerciaux. En effet, étant la zone où les actes de piraterie maritime se développent à la mesure des troubles intérieurs, sa paix est vitale pour les échanges avec l'Asie du sud-est. L'attentat perpétré à Bali par des extrémistes islamiques locaux l'a placée pendant quelques semaines au centre de la scène internationale.

Mais, les nombreux conflits, qui menacent sa stabilité, sont plus d'origine ethnique que religieuse. Ils matérialisent la résistance de peuples minoritaires à la domination javanaise. La chute du régime totalitaire du président Suharto, en 1998, et l'indépendance acquise par le Timor oriental en 2000 ont conduit beaucoup d'analystes à prédire un éclatement du pays.

L'avenir de l'Indonésie demeure évidemment incertain compte tenu des forces opposées à l'hégémonie javanaise. Cependant, si la diversité ethnique s'affirme de manière croissante dans des luttes économiques, politiques et religieuses, l'éclatement du pays, par l'accès à l'indépendance de certaines provinces, ne constitue pas l'issue automatique des nombreuses résistances au pouvoir central. Le nouveau gouvernement pourrait, en effet, réussir les réformes nécessaires au maintien de son intégrité territoriale. La mutation d'un Etat jacobin en une fédération de provinces autonomes reste aujourd'hui envisageable.

La domination javanaise sur l'archipel indonésien et ses différents peuples est un phénomène naturel et ancien qui s'est affirmé tout au long de l'histoire pour atteindre son paroxysme sous le régime du président Suharto.

Cette centralisation du pouvoir crée de nombreuses frustrations. Motivée par des revendications économiques et culturelles, la résistance au pouvoir javanais est source d'émeutes, de guérillas et de répressions militaires qui ont rendu, en 2000, la situation interne si préoccupante que la « balkanisation » de l'Indonésie a semblé, un temps, inévitable. Mais, l'accession du Timor Oriental à l'indépendance sous la pression internationale a marquée les gouvernements de l'après Suharto. Les orientations politiques des gouvernants actuels montrent que la mutation pacifique de l'Indonésie en un ensemble fédéral équilibré a encore des chances d'aboutir.

## PREMIERE PARTIE : L'INSTALLATION DE LA DOMINATION JAVANAISE

### 11.- Déterminants géographiques et démographiques

Le processus de peuplement initial a fixé des groupes ethniques immigrant d'horizons lointains sur les îles de l'archipel. Ces tribus ont, en fonction de leur position géographique, plus ou moins reçu les apports des grandes civilisations orientales. Ainsi, c'est bâti le peuple « composite » d'Indonésie.

#### 111.- Le peuplement initial et l'islamisation

Les groupes humains les plus anciennement implantés dans l'archipel se regroupent en deux grandes familles : d'une part les Austronésiens, largement majoritaires et d'autre part, les Mélanésiens minoritaires et périphériques. Plus récemment, un troisième élément distinct s'est implanté sur des espaces déjà occupés : les chinois. La portion de métis d'origine européenne est quant à elle congrue.

Arrivés progressivement à partir du troisième millénaire de notre ère, les Austronésiens sont descendus du nord, de la Chine méridionale, pour se fixer dans le bas de l'Asie du sud-est en Malaisie puis en Indonésie jusqu'aux Célèbes<sup>1</sup>. Cette famille s'est progressivement diversifiée en groupes ethnolinguistiques dont le plus important est devenu celui des Javanais. Parmi ces peuples, les habitants de l'intérieur des îles se sont longtemps développés indépendamment et, malgré un fonds commun, se sont bâti des cultures et des langues différentes à la sophistication variable. La communauté austronésienne regroupe aujourd'hui la grande majorité de la population indonésienne. Dans cet ensemble, des différences ethniques existent en raison du caractère maritime, plus ou moins affirmé d'un peuple donné, et de sa position, plus ou moins proche des grands axes d'échanges commerciaux, dans l'archipel .

Située au carrefour des océans, indien et pacifique, et de la mer de Chine, Sumatra et Java ont profité de leurs contacts avec toutes les grandes civilisations orientales.

A l'est, se trouvent les plus anciens les Mélanésiens originaires du Pacifique. Il se concentrent notamment en Irian Jaya, où ils forment les tribus papous relativement isolées

---

<sup>1</sup> RAILLON, François : Indonésie, la réinvention d'un archipel, La documentation française, 1999.

dans leurs hautes vallées. A la différence des Austronésiens à la taille plutôt petite et à la peau claire, les papous sont de constitution robuste, avec des traits négroïdes et des cheveux crépus.

Ils n'ont reçu, avant la colonisation, aucun apport des autres civilisations. Leur mode de vie a peu évolué et, dans certains cas, n'est pas aujourd'hui éloigné de l'âge de pierre. Les mélanésiens élèvent les porcs et vénèrent la terre de leurs ancêtres à laquelle ils s'identifient<sup>2</sup>.

Les Austronésiens de l'ouest et les Mélanésiens de l'est vivent de part et d'autre de la ligne Wallace. Inspirée du nom d'un célèbre naturaliste, elle sépare les îles qui possèdent une faune et une flore d'Asie du sud-est de celle qui regroupent des espèces de l'Océanie. Cette ligne représente globalement le point de rencontre des deux grandes sources culturelles, même si en réalité, l'Indonésie est constituée d'une diversité de peuples qui relèvent d'un mélange entre ces deux grandes familles.

En plus de sa famille d'appartenance, l'identité d'un groupe donné se détermine par sa religion et son lieu d'implantation. Chaque groupe ethnique possède sa propre pratique religieuse qui mêle ses traditions ancestrales aux apports qu'il a reçu de l'islamisation ou de l'évangélisation des missionnaires européens. Bien que majoritairement musulmane, la population indonésienne compte également des groupes quasi-exclusivement hindous, chrétiens voire animistes. Ainsi, avec des fondements théologiques très différents, la dimension religieuse accroît naturellement l'intensité des conflits inter-ethniques. Souvent, les affrontements opposent les austronésiens « clairs », majoritairement musulmans, qui tiennent le haut du panier et les minorités de la périphérie.

De manière générale, les peuples côtiers ont connu une évolution culturelle plus rapide que ceux de l'intérieur. Ainsi, même au cœur de l'ensemble austronésien, les traditions diffèrent singulièrement entre habitants de la côte et tribus des forêts. La sédentarisation de celles-ci est beaucoup plus forte en raison de leur attachement mystique à leurs terres. L'origine austronésienne, la pratique religieuse et l'implantation intérieure ou côtière constituent le code génétique des différentes ethnies qui composent l'Indonésie contemporaine. Leur développement inégal a créé de grands déséquilibres dans l'évolution démographique de l'archipel.

Privilegiée par sa position centrale qui lui a permis de recevoir des apports des grandes civilisations orientales, hindoue et chinoise, l'île de Java est confrontée, depuis un siècle, à la surpopulation. Fondant son développement sur l'agriculture, ses habitants cherchent de

---

<sup>2</sup> Indonésia, Octanovius Mote et Danilyn Rutherford, From Irian Jaya to Papua : the limits of primordialism in Indonesia's troubled east, Octobre 2001

nouvelles terres sur toutes les autres îles de l'archipel, communément appelée « Indonésie extérieure » ; Sumatra, Kalimantan, Timor ou Irian Jaya. Dans cette phase d'appropriation de l'espace, ils rencontrent des peuples d'implantation séculaire, souvent d'origine ethnique différente, restés longtemps isolés dans la jungle. Ce processus récent, ralenti par l'industrialisation des métropoles de Java, ne résorbe pas le déséquilibre démographique actuel, mais constitue un facteur déterminant des conflits ethniques indonésiens.

#### 112.- Un paysage ethnique composite générateur de confrontations

La représentation ethnique de l'Indonésie<sup>3</sup> se résume à un centre Javanais ou quasi-Javanais, implanté sur les îles centrales et des peuples installés sur les îles périphériques. Devant le nombre et la puissance des javanais, les autres ethnies de l'archipel ont parfois du mal à soutenir le choc. Certes, elles ont l'habitude depuis longtemps de coexister avec les Javanais que ce soit dans un rapport de sujétion, de coopération égalitaire ou de conflit déclaré. Plus les peuples sont éloignés de Java, plus les différences culturelles sont accrues. Les confrontations ethniques sont, donc, plus intenses à la périphérie de l'archipel.

#### Les Javanais et les groupes ethniques proches.

Les javanais détiennent une position privilégiée dans le système indonésien, avec un poids démographique, d'environ 40% de la population. Les nombreux apports extérieurs ont fortifié leur identité et leur culture. Une des ses caractéristiques principales est l'éclectisme, une capacité à intégrer les normes extérieures et à les digérer dans une culture soucieuse de stabilité, d'harmonie et de conciliation. Elle a réussi à produire des syncrétismes originaux et continue, à l'heure de la globalisation, à lire le monde à travers le prisme de ses propres valeurs. Au pouvoir, les Javanais minimisent les périls de l'ethnicité en ne collectant pas de statistiques comparatives entre les différents groupes<sup>4</sup>.

D'autres groupes ethniques sont présents dans les provinces du centre. Leur dynamique démographique est similaire à celle des Javanais. En seconde place, les Soundanais, environ trente millions de personnes, possèdent une culture proche des Javanais bien que moins hiératique et plus musulmane. Leur propre centre, la grande cité universitaire de Bandung, est nichée au cœur des montagnes rizicoles et les plantations de thé du

---

<sup>3</sup> Voir annexe 1

<sup>4</sup> RAILLON, François : Indonésie, la réinvention d'un archipel, La documentation française, 1999.

Parahyangan. A l'est de l'île centrale, les Madourais (environ quinze millions) proviennent d'une île située en face du grand port de Surabaya. Leur culture également proche de celle des Javanais, se caractérise par un islam fervent.

Les Soudanais et les Madourais ont eu des revendications identitaires, en 1947, au moment de la guerre d'indépendance mais elles se sont progressivement estompées même si le régionalisme reste présent. Hors de l'île centrale, aucun groupe ethnique n'atteint les dix millions de membres.

### Bali

Dans le refuge de leur île, les balinais ont développé une culture séduisante aux traditions pré-islamiques. Fiers de leur religion hindouiste, ils sont très jaloux de leur identité qu'ils préservent farouchement malgré leur nombre réduit. L'attrait touristique de leur culture constitue une vitrine de tolérance pour l'Etat central. Leurs relations avec les Javanais sont anciennes et pacifiques. Comme leur identité se fonde beaucoup sur leur pratique religieuse, la proportion de 90% d'hindouiste à Bali tend à montrer qu'ils conservent une large majorité ethnique sur leur île.

### Sumatra

Sur Sumatra, trois peuples aux cultures différentes cohabitent. Originaires de la grande cité de Padang, à l'ouest, les Minangkabau pratiquent un système matriarcal qui oblige les hommes à aller chercher fortune en Asie du sud-est. Le dynamisme de ce groupe est remarquable en raison d'une aptitude particulière au commerce. On compte parmi eux de nombreux intellectuels, comme Mohamed Hatta, l'un des pères fondateurs de la nation indonésienne. Leur langue est proche de l'indonésien et leur cohabitation avec les Javanais n'a, semble-t-il, jamais été problématique.

Plus nombreux, les Batak de Sumatra Nord ont été partiellement christianisés par les missionnaires allemands du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ils sont dynamiques et agressifs, cultivent le goût de la force mais aussi de la chanson. Sur-représentés dans l'armée, la carrière militaire constitue l'un de leurs débouchés favoris. Ils ont visiblement associé leur destinée à celle du pouvoir central.

Au contraire, les Atchinais, du nord de l'île, se caractérisent par la pratique d'un islam radical hérité de la place privilégiée de leur sultanat au cours des derniers siècles qui lui a valu le nom « d'antichambre de La Mecque ». C'est dans cette région au début des années 50 que le mouvement Dar Ul Islam organise la première insurrection sérieuse sur des bases confessionnelles. Depuis, la province est régulièrement agitée par les séparatistes musulmans.

qui ne reconnaissent pas la prédominance des Javanais. En 1976, un certain Hassan di Tiro, descendant d'un héros de la lutte contre les colons hollandais, fonde un mouvement séparatiste, Aceh Medeka, dont les objectifs sont l'indépendance d'Aceh et la mise en place d'une République islamique. Ses actions s'intensifient à partir de 1997. Aceh constitue aujourd'hui l'un des trois pôles majeurs de tension dans l'archipel.

### Bornéo et les Célèbes

Les provinces de Kalimantan et de Sulawesi sont, parfois, le théâtre d'émeutes entre peuples autochtones, d'origine plus ou moins austronésienne, et colons javanais, madourais ou soundanais .

Au sud des Célèbes, les Bugis comptent parmi les plus hardis navigateurs de l'archipel ce qui leur permet d'être présents sur l'ensemble de l'archipel et d'en dominer commercialement l'est. Musulmans depuis des siècles, leur présence dans l'archipel et leurs relations pacifiques avec les Javanais sont ancestrales.

En revanche, les Torajas, du nord et du centre des Célèbes, et les Dayak (terme qui regroupe de façon commode les ethnies indonésiennes de Bornéo) sont quant à eux restés plus sédentarisés dans la jungle respectivement sur le centre et le nord des Célèbes et Kalimantan avec le maintien d'une tradition forte. Les montées de violence entre ces deux peuples et les colons sont fréquents. Peu nombreux, vivant dans la forêt équatoriale, les Dayak gardent le souci vivace de leur identité de « coupeurs de tête ». Se considérant exploités, ils s'en prennent régulièrement aux colons madourais<sup>5</sup>, installés sur les rivages de Kalimantan, avec une grande violence.

### La Mélanésie indonésienne

Les peuples à connotation mélanésienne affirmée rencontrent beaucoup de difficultés pour s'insérer dans l'ensemble. Le Timor oriental vient d'accéder à l'indépendance au prix de deux années troublées par la lutte armée et les génocides. En Indonésie, les habitants des Moluques ou d'Irian Jaya présentent des caractères très distincts de Java en raison de leur culture spécifique et leur évangélisation chrétienne. Les peuples austronésiens ont toujours été considérés comme peuples « primordiaux » et marginalisés dans la société indonésienne.

---

<sup>5</sup> Courrier International, mars 1999

Ainsi, des affrontements réguliers opposent les tribus mélanésiennes avec les colons javanais. Pour combattre le pouvoir central, un mouvement armé de résistance papou a été créé en Irian Jaya dès l'annexion par l'Indonésie, en 1963. Pour réprimer ces mouvements, le gouvernement central clame son rôle messianique de civilisation de ces peuples. Entre Mélanésien et Javanais, la violence atteint parfois un niveau proche de la barbarie<sup>6</sup>.

### Les sino-indonésiens

Ne revendiquant aucun territoire, les Chinois d'Indonésie, environ 8 millions, occupent une place à part car ils constituent la seule minorité considérée comme allogène malgré leur présence ancienne. Pour des raisons liées à leur dynamisme commercial, leur ghettoïsation culturelle et leur collaboration systématique avec le pouvoir en place, ils focalisent la frustration des Javanais surtout pendant les périodes de marasme économique, comme récemment en 1998. Considérés comme responsables de la crise, ils ont été abandonnés par le gouvernement de Suharto qui les a livrés à la vindicte populaire avec la complicité de l'armée. Aujourd'hui, la relation entre Chinois et Javanais semble s'être normalisée et ne devrait pas menacer l'intégrité territoriale ce qui place partiellement cette population à l'écart de cette étude.

### Bilan

Depuis 2002, la situation est globalement calme à Java, Kalimantan et Sulawesi. Les agressions contre la minorité chinoise ont cessé depuis le départ de Suharto. En revanche, trois foyers de violence subsistent au sein de l'archipel : ils sont localisés à sa périphérie. A l'ouest, le Mouvement pour l'indépendance d'Aceh demeure très actif et revendique l'instauration d'une république islamique sunnite. A l'est, les Moluques sont le théâtre d'émeutes opposant des milices musulmanes armées, plus ou moins liées au gouvernement, aux autochtones. En Irian Jaya, la lutte armée pour l'indépendance de la Papouasie occidentale s'oppose au gouvernement indonésien, considéré comme colonisateur. Ces tensions, nées au XX<sup>ème</sup> siècle, sont relativement récentes au regard de l'ancienneté du peuplement de l'archipel. Héritées de l'histoire, les confrontations se sont accentuées à partir de 1900. Deux tournants ont particulièrement changé la nature des relations entre Javanais et ethnies périphériques: la colonisation par les hollandais et les portugais au XVII<sup>ème</sup> siècle et l'accession à l'indépendance en 1949.

---

<sup>6</sup> Indonésia, Octanovius Mote et Danilyn Rutherford, From Irian Jaya to Papua : the limits of primordialism in Indonesia's troubled east, Octobre 2001

## 12.- L'établissement de la domination javanaise jusqu'à l'indépendance

### 121.- L'Insulinde jusqu'à la colonisation

Les fondements de la domination javanaise sont anciens et précèdent l'arrivée des colonisateurs hollandais et portugais dans l'archipel.

Dès les premiers siècles de l'ère chrétienne, de grands royaumes javanais ou sumatranais dominent d'importantes parcelles de l'actuel État indonésien. C'est d'abord l'État de Kutai au Kalimantan, en 400 de notre ère, puis celui de Taruma Negara sur Java en 450. A travers le commerce géré par les Tamouls, originaires du sud des Indes, et les Chinois, la population de la côte de Sumatra s'initie aux concepts philosophiques, religieux et astrologiques d'autres civilisations. Le bouddhisme et l'hindouisme s'enracinent facilement.

L'archipel voit la naissance au VII<sup>ème</sup> siècle du royaume hindou de Srivijaya, centré sur la région de Palembang, à l'est de Sumatra. Celui-ci établit sa suzeraineté sur presque toute cette île, sur la partie occidentale de Java et une grande partie de la péninsule malaise. Il est le premier état ayant sous sa coupe le puissant commerce maritime indonésien en contrôlant les détroits de Malacca, situé entre Sumatra et la Malaisie et celui de la Sonde (entre Sumatra et Java). Il possède la suprématie sur les échanges avec le Moyen Orient et l'Orient. Cette période du royaume se caractérise par l'appropriation de l'espace maritime et des régions côtières de Sumatra aux Moluques et la forte contribution hindoue à la civilisation javanaise.

Le XIV<sup>e</sup> siècle voit l'essor d'un nouvel État, le Majapahit, qui, sous le règne d'Hayam Wuruk (1350-1389), établit sa souveraineté sur la plus grande partie de l'Indonésie et de la Malaisie. Les sultanats contrôlent la plupart du temps les places fortes du commerce telles qu'Aceh et Malacca sur le détroit du même nom, Banten à l'entrée de la Sonde, Macassar<sup>7</sup> à la pointe sud de Sulawesi, toutes au carrefour des réseaux d'échanges commerciaux. Ces nouveaux États renversent petit à petit les royaumes hindous indonésiens.

Sous l'empire Majapahit, le malais devient la langue de communication privilégiée lors des transactions entre les grandes îles de la région, ce qui explique sa similitude avec l'indonésien moderne. C'est par le biais des échanges commerciaux que l'islam se propage

---

<sup>7</sup> Ujung Pandang aujourd'hui

jusqu'à atteindre, au XVIIIe siècle, ses proportions actuelles<sup>8</sup>. Sur Java et les îles qui l'entourent, un système féodal, basé sur la culture du riz se met en place. Hors des routes commerciales, les tribus de la jungle tropicale à Kalimantan ou à Sumatra ainsi que l'espace mélanésien continuent de vivre à huis clos.

Avant la colonisation, le réseau commercial développé sous le royaume thalassocratique de Srivijaya s'est approprié la partie occidentale de l'Indonésie actuelle. Les échanges entre Javanais, madourais, soundanais, bugis et sumatranais sont anciens ce qui explique leur proximité culturelle et leur tolérance mutuelle. La période Majapahit établit, quant à elle, un régime féodal agricole, islamisé à partir du XIV<sup>ème</sup> siècle. Celui-ci permet le développement démographique du peuple javanais. Il instaure la suprématie d'une aristocratie administrative sur le petit peuple paysan. Ce système politique est bien installé lorsque les portugais puis les hollandais abordent les côtes de l'archipel au XVI<sup>ème</sup> siècle.

## 122 . Les effets de la présence hollandaise

Pendant trois siècles, la colonisation hollandaise a conforté l'aristocratie javanaise dans son rôle de direction de l'ensemble de l'archipel pour deux raisons. Tout d'abord, l'exploitation des richesses naturelles de l'archipel par les colonisateurs s'est appuyée sur la collaboration des nobles javanais : les Priyayi. Ensuite, A partir du XIX<sup>ème</sup> siècle, cette élite a profité, plus que tout autre population de l'archipel, de l'éducation dans les universités hollandaises et du développement économique.

En fait l'archipel n'a pratiquement connu aucune période stable durant l'occupation hollandaise, même vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle son histoire est jonchée de révoltes, de batailles, de semi-liberté, voire même d'indépendance privilégiée pour certaines provinces ou îles. La politique hollandaise se divise en trois périodes qui se chevauchent: "le système de culture", "la période libérale" et "la période ethnique".

Des trois périodes celle du système de culture (1<sup>ère</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle) est la plus dure, Elle est instaurée par un hollandais de sinistre réputation: Johannes Van den Bosch, à partir de 1830. Fort du principe qu'une colonie doit rapporter à ses colonisateurs sans que le "bien-être" des colonisés n'entrave cette marche vers le profit, ce nouveau gouverneur général sème la mort, provoque des famines, "sauvant" ainsi la Hollande de la banqueroute.

---

<sup>8</sup> Au cours de l'islamisation, certains princes javanais hindous se sont réfugiés à Bali pour y créer un royaume indépendant expliquant ainsi la similitude ethnique entre Javanais et Balinais.

Le système est fort simple. Les paysans doivent consacrer le tiers de leurs terres à la culture obligatoire de certains produits, et ce au total bénéfice du colonisateur. En outre, ils ne sont pas exempts d'impôts pour que celui-ci ne souffre pas des mauvaises récoltes. Les contremaîtres chinois et l'aristocratie locale profitent également de l'exploitation des paysans, ce qui accentue les écarts de richesse entre la noblesse et le peuple agricole. En effet, l'autorité installée ne cesse de flatter l'aristocratie javanaise, afin de s'en assurer le concours et ainsi, par son intermédiaire, exercer le contrôle des populations.

En 1858, qui marque le début de la période libérale (2<sup>e</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle), les Hollandais tentent de redresser les pires abus du système précédent. Ils espèrent simultanément apaiser les révoltes et installer la sécurité sur l'archipel. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'attrait de l'Hévéa et du pétrole<sup>9</sup> pousse les hollandais à étendre leur emprise sur l'archipel en général et sur Sumatra en particulier. En 1903, ils s'installent à Aceh, sultanat jusque là indépendant. Les Indes hollandaises s'étendent alors sur l'ensemble du territoire de l'Indonésie actuelle.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la période ethnique est marquée par une modernisation de l'état et un comportement plus humaniste à l'égard des Javanais. Le système administratif actuel<sup>10</sup> des provinces est mis en place. Dans les universités installées à Java, un effort d'éducation permet la transformation de la noblesse en une élite intellectuelle qui va devenir le fer de lance du mouvement indépendantiste.

Pour rentabiliser l'ensemble du territoire, on organise le déplacement de main-d'œuvre vers des îles peu peuplées. On forme des conseillers agricoles et on crée, de toutes pièces, un système branlant de facilités bancaires, avec pour objectif la "protection" des industries locales. Rebaptisée plus tard *transmigrasi* (transmigration), ce projet de grande envergure permet, entre 1905 et 1942, l'implantation de 200 000 colons dans les îles extérieures Sumatra, Kalimantan et Sulawesi. Pendant ce temps, l'attitude du colonisateur est plus dure avec les populations « indigènes » des îles de l'ensemble mélanésien, récemment acquises, en raison des difficultés rencontrées pour pacifier les forêts de la Nouvelle-Guinée

---

<sup>9</sup> D'abord spécialisée dans le commerce du nacre, ce qui explique son logo, la société Shell bâtit sa richesse dans cette période.

<sup>10</sup> Voir annexe 2

occidentale. L'infériorité des papous sur le reste de la population de l'Insulinde est reconnue dans le droit colonial. C'est à cette époque qu'est développé le concept de primitivisme<sup>11</sup>.

Avant la Seconde Guerre mondiale, l'Indonésie est devenue une colonie particulièrement prospère avec un système administratif performant, conjointement dirigé par les hollandais ainsi que l'élite intellectuelle javanaise et chinoise. Ainsi, malgré la domination politique et l'exploitation économique hollandaise, la colonisation n'a pas atténué le pouvoir des Priyayi, aristocrates Javanais. Elle a transformé les sultans qui dominaient le système agricole sur les îles centrales en une élite intellectuelle et administrative qui gère l'exploitation des richesses naturelles sur l'ensemble de l'île. En 1945, ce groupe privilégié, qui dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle va favoriser la montée du nationalisme, est donc logiquement voué à diriger les destinées de l'Indonésie indépendante et à asseoir la domination javanaise sur l'ensemble de l'archipel.

### 13.- Aboutissement du phénomène dans l'Indonésie moderne

Au cours du vingtième siècle, l'élite intellectuelle javanaise s'est approprié le pouvoir politique sur l'ensemble de l'archipel au cours des trois grandes phases qui ont marqué l'histoire contemporaine de l'Indonésie : la marche de l'indépendance, la « période Sukarno », qui a tenté de réaliser le rêve d'une grande nation indonésienne et enfin, à partir de 1965, « l'Ordre Nouveau », conduit par Suharto, qui marque l'aboutissement du phénomène. En réaction à ce système autoritaire, vont naître la plupart des mouvements ethniques de résistance au pouvoir central.

### 131.- L'idéal national et la lutte pour l'indépendance.

De 1908 à 1942, la conscience d'une nation indonésienne se développe principalement au sein de l'élite intellectuelle javanaise, formée dans les universités hollandaises, les Hooger Burger School<sup>12</sup>, ou dans les écoles coraniques. Issus de l'aristocratie, les deux pères de la nation indonésienne, Sukarno et Mohamed Hatta sont diplômés en ingénierie pour le premier et en médecine pour le second.

---

<sup>11</sup> Indonésias, Octavianus Mote et Danilyn Rutherford, From Irian Jaya to Papua : the limits of primordialism in Indonesia's troubled east, Octobre 2001

<sup>12</sup> Ecoles secondaires ou du premier degré accessibles uniquement aux enfants hollandais ou de la classe des nobles et des hauts fonctionnaires autochtones.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la revendication nationale reste essentiellement idéologique d'inspiration marxiste et religieuse. Ainsi, en 1909, le Sakerat Danang Islam (Associations des Marchands Musulmans) compte parmi ses membres les futurs dirigeants du PKI (parti communiste indonésien) qui voit le jour, après la première guerre mondiale. Ce mouvement, soutenu par les communistes chinois et hollandais, organise les premières grèves sur Java et Sumatra en 1927 et 1928.

A cette époque, Achmed Sukarno, fonde le Parti Nationaliste Indonésien et mobilise ses militants en créant un syncrétisme habile entre les idéologies importées de l'extérieur et la tradition javanaise. Le 28 octobre 1928, le serment de la jeunesse constitue l'un des actes fondateurs de la future république indonésienne. A Djakarta, 2 000 étudiants prêtent allégeance au slogan « une terre, une nation et une langue : Indonésie ». Manquant d'assise populaire, le mouvement est rapidement neutralisé par l'arrestation et la déportation par les Hollandais des principaux dirigeants indépendantistes.

L'invasion japonaise en mars 1942 marque une étape décisive dans la marche vers l'indépendance. Le mythe de la suprématie européenne s'est définitivement effrité et le peuple commence à acquérir une conscience identitaire. L'occupant reconnaît l'idée d'une nation indépendante. Il la diffuse aux habitants des campagnes en l'insérant au sein d'une propagande qui vise à extraire le maximum de richesses au profit de l'effort de guerre nippon. De cette manière, la conscience nationale se répand dans les classes populaires : les dirigeants du Hokokai, unique parti reconnu par les japonais, sont issus du monde agricole javanais et non des cercles intellectuels.

Ensuite, les structures d'un futur Etat indonésien sont mises en place par le remplacement des grands administrateurs néerlandais par des indonésiens majoritairement javanais. Ces derniers se trouvent également à la direction de la milice armée<sup>13</sup>, créée pour participer à la défense de la sphère de co-prospérité asiatique. Les cadres de cette force formeront les futurs officiers de l'armée républicaine. Enfin, les principaux dirigeants indépendantistes, Sukarno et Hatta, sont libérés et reconnus par l'occupant. Ils acceptent de négocier avec les japonais malgré des différends idéologiques profonds et l'interdiction de leurs partis.

Le mouvement indépendantiste réclame, pour le futur pays, la souveraineté non seulement sur les Indes Néerlandaises mais également sur les colonies portugaises de l'est et ce qui va devenir la Malaisie actuelle.

---

<sup>13</sup> La Heiho a été créée pour participer à la défense de la sphère de co-prospérité.

Pendant la guerre, le développement d' une conscience nationale est accrue par la mort de 3 à 4 millions de personnes affamées par les autorités d'occupation.

Comme dans d' autres pays d'Asie, l'indépendance est proclamée au moment de la reddition de l' empire nippon, en août 1945. Cette date marque le début de cinq années de lutte contre les hollandais mais également la naissance des premiers conflits d'origine ethnique.

### 132.- Proclamation de l'indépendance et le combat contre les Hollandais

Le 17 août 1945, Sukarno et Hatta déclarent formellement l'indépendance de la nation. La Pancasila devient la base du fonctionnement politique de l'Indonésie et fonde l'idéologie nationale. Encore en vigueur, la constitution définit pour la république les cinq principes suivants : croyance en un dieu unique, humanité juste et civilisée, unité de l'Indonésie, souveraineté de la nation guidée par la sagesse des délibérations et de la représentation, justice sociale pour le peuple indonésien.

En tant qu'idéaux, les cinq principes animent formellement une religion civile<sup>14</sup>. Ils ont vocation à faciliter la coexistence religieuse et interethnique par le système de consensus. La démocratie des Pancasila prétend se distinguer de la démocratie libérale en arguant du fait que l'archipel ne peut fonctionner que sur le mode d'un gouvernement à majorité simple.

Les minorités sont si nombreuses et parfois centrifuges, que pour les retenir dans la république, il faut leur ménager une place garantie par un mode de prise de décision à l'unanimité. La constitution établit un système unitaire et égalitaire en opposition à un système libéral et fédéral.

Au lendemain de la proclamation d'indépendance, les deux défis du jeune gouvernement sont l'unification du pays et l'émancipation vis-à-vis du pouvoir colonial des Hollandais et des Britanniques, qui s'allient pour conserver leur empire outre-mer.

Au terme de deux années de lutte, les Hollandais acceptent de négocier pour reconnaître avec l'Accord de Linggajati, signé le 25 mai 1947, une République indonésienne, fédérée avec les Pays-Bas et comprenant Java, Madura et Sumatra. Une République Indonésienne Orientale (Negara Indonesia Timur) et, en mai 1947, une République Occidentale de Kalimantan (Negara Kalimantan Barat) viennent compléter ce dispositif. Deux mois plus tard, les Hollandais reprennent les opérations militaires pour éradiquer les nationalistes radicaux. Sous l'égide de l'O.N.U., l'Accord de Renville est signé par les deux

---

<sup>14</sup> RAILLON, François : Indonésie, la réinvention d'un archipel, La documentation française, 1999.

parties le 17 janvier 1948, pour rétablir la paix dans l'archipel. De nouveaux états indépendants sont créés, à l'initiative des Pays-Bas: les états de Sumatera Timur, de Madura, de Jawa Barat (appelé Pasundan), de Sumatera Selatan et de Jawa Timur, jusqu'à former, en mars 1948, une confédération de quinze états indépendants appelés les États Unis d'Indonésie (R.I.S.).

Dans le même temps, dans la partie occidentale de Java, un islamiste mystique, Kartosuwirjo, établit un régime séparatiste appelé État Islamique Indonésien (Negara Islam Indonesia ou Darul Islam), qui veut instaurer une théocratie musulmane. Cet épisode de la guerre va associer le système fédéral à la répression coloniale et rendre ce type de régime tabou dans l'esprit des dirigeants politiques indonésiens.

Jusqu'en mai 1950, tous les états fédéraux fantoches ont rejoint, un à un, la République indonésienne unitaire et indépendante. Cependant, certains États craignent déjà la domination javanaise dans un système élaboré par l'élite intellectuelle dont sont issus Sukarno et Hatta. Ainsi, l'état de Sumatera Timur (Riau) et les états orientaux de l'archipel n'ont pas rejoint la République indonésienne, car les nombreux chrétiens pro-hollandais et supplétifs de l'armée des Indes qui y habitent, redoutent la victoire des Javanais musulmans.

Les Hollandais conservent la Nouvelle-Guinée Occidentale. En avril 1950, la République des Moluques du Sud (R.M.S.) est proclamée à Ambon. Ce mouvement indépendantiste est réprimé au mois de novembre et, dans les années suivantes, 12.000 soldats ambonais et leurs familles migreront vers les Pays-Bas où ils établiront un gouvernement de la République des Moluques du Sud en exil. Le 17 août 1950, le projet d'état fédéral est abandonné et la république unitaire et indépendante est officiellement proclamée. Le 28 septembre 1950, l'Indonésie devient membre de l'O.N.U. Mais, bien qu'indépendante et formellement unifiée, à l'exception de la Nouvelle-Guinée Occidentale demeurée hollandaise et du Timor Oriental portugais, la république d'Indonésie reste profondément divisée par des différences ethniques, régionales, sociales et religieuses.

### 133.- Les difficultés de l'ère Sukarno

Sukarno va rester à la tête du pays pendant un peu plus de vingt ans. Son règne, de plus en plus chaotique au fil des ans est marqué par la crise économique et montée des revendications régionalistes qui déstabilisent, en partie, l'unité nationale.

L'O.N.U. ne parvient pas à faire accepter une résolution obligeant les Pays-Bas à régler le problème de l'Irian Jaya. Une véritable explosion anti-hollandaise se produit en Indonésie. 46.000 Hollandais sont expulsés et les compagnies hollandaises privées sont nationalisées le 5 décembre 1957, ce qui pousse les Forces Armées à prendre une place plus importante dans la vie économique du pays.

Dans le même temps, les conflits séparatistes apparaissent à la périphérie de l'Etat. En 1958, des rébellions sécessionnistes secouent la province d'Aceh et le nord de l'île de Sulawesi, soutenues militairement par la Malaisie<sup>15</sup>, Singapour, les Philippines, la Corée du Sud, Taiwan et les États-Unis, inquiets de l'orientation pro-communiste prise par Sukarno. Les velléités indépendantistes et la rébellion islamique d'Aceh, au nord de Sumatra, sont désamorcées par l'attribution, en 1959, d'un statut spécial à la province<sup>16</sup>. Parallèlement, Jakarta et La Haye rompent leurs relations diplomatiques en 1960 à cause de l'occupation de la Nouvelle-Guinée Occidentale par les Hollandais, promoteurs d'un état indépendant. Sous l'égide de l'O.N.U., un cessez-le-feu est signé entre les forces hollandaises et indonésiennes. Le 15 août 1962, les Pays-Bas donnent leur accord pour un transfert de la souveraineté, confiant un mandat de tutelle provisoire à l'O.N.U. L'autorité indonésienne y est établie en mai 1963. Ainsi, le problème de l'unité nationale se trouve au cœur des préoccupations du régime de Sukarno.

Cependant, ce sont le désastre économique et l'orientation marxiste du régime qui le conduisent à sa chute. En 1958, les entreprises pétrolières et minières sont nationalisées et Sukarno se rapproche de la Chine et de l'URSS. Il se proclame Président à vie. C'est le début de la Démocratie Guidée. Les biens américains dans le pays sont confisqués en mars 1965. L'année suivante, l'Indonésie se retire du F.M.I. et de la Banque Mondiale pour se replier sur un axe Jakarta-Beijing-Hanoï-Pyongyang. L'économie indonésienne s'effondre. L'inflation atteint 900% et la rupiah est dévaluée de 75%. Après l'échec d'un coup d'Etat communiste en 1965 et le rétablissement de l'ordre par les militaires, le général Suharto remplace progressivement Sukarno au pouvoir pour devenir dès 1966, le véritable chef de l'exécutif indonésien.

Au bilan, la période Sukarno a connu les premières revendications séparatistes mais celles-ci se sont atténuées avec la mise en place d'un régime d'inspiration socialiste. Cela

---

<sup>15</sup> La Malaisie a accédé à l'indépendance en 1957

<sup>16</sup> Ce statut ne prévoit pas le partage entre province et gouvernement de la rente pétrolière.

s'explique par le grand effort éducatif qui a été mené dans les provinces d'Indonésie extérieure pour l'éducation et l'infrastructure. Mais avec la crise économique, les financements de cette politique ont été insuffisants.

#### 134.- L'héritage de la période Suharto

Dès son arrivée au pouvoir, Suharto instaure le régime dit de « l'Ordre Nouveau ». Jusqu'en 1998, il va réussir à développer économiquement le pays mais l'autoritarisme et la domination javanaise exercées par son gouvernement vont engendrer la majorité des conflits ethniques actuels.

Dès 1970, les nouvelles politiques eurent pour effet de calmer le pays, au sortir d'une période de chaos exceptionnel, et de le rouvrir aux investissements étrangers. L'armée occupe désormais une place de premier plan et ses représentants se retrouvent à tous les échelons de l'État contrôlant autant l'administration centrale que celle des provinces.

Suharto fait de l'unité nationale une de ses principales préoccupations. Le programme de transmigration, mis en place au début du siècle par les Hollandais, fait partie des priorités de son gouvernement. La généralisation de la langue nationale, le Bahasa Indonesia, véhiculée en grande partie grâce à un réseau d'écoles bien établi, contribue aussi grandement à l'intégration nationale. Au niveau territorial, le découpage administratif du pays en provinces, districts et sous districts a comme effet de marginaliser le pouvoir des chefs régionaux en faveur des fonctionnaires, souvent des militaires, nommés par le pouvoir central. Les communications inter-insulaires et intra-insulaires sont améliorées grâce notamment à une importante croissance du réseau du transport aérien. Et bien sûr, l'omniprésence de l'armée, autant au sein du gouvernement que sur le terrain et parmi la population, assure un contrôle et un maintien de l'ordre et de l'unité des plus efficaces.

Suharto annexe en 1976 le Timor oriental et achève ainsi le projet d'unification de l'ensemble des Indes Orientales sous l'autorité indonésienne. A son départ, en 1998, trois provinces réclament leur indépendance par l'action d'organisations armées : Aceh, Iryan Jaya et le Timor oriental. Dans les autres régions, les émeutes interethniques sont fréquentes. En effet, le régime de « l'Ordre Nouveau » a poussé la domination javanaise à son paroxysme au travers des politiques administrative, sécuritaire, et économique. Les structures actuelles du pays sont héritées de cette période.

### 135.- Un défi pour le pouvoir actuel

Avec Sukarno, le centralisme javanais établi sur l'ensemble de l'archipel marque l'aboutissement d'un processus normal d'un point de vue démographique qui s'est amplifié au cours de l'histoire avec les empires javanais du moyen âge, la colonisation qui a élargi la sphère d'influence des îles centrales jusqu'à la Nouvelle-Guinée Occidentale, et le processus d'indépendance qui a installé à la tête du pays une élite intellectuelle, héritière de l'aristocratie féodale du royaume Majapahit, appartenant à l'ethnie majoritaire. Aujourd'hui les héritiers de cette élite restent au pouvoir mais doivent conduire le démantèlement du système de « l'Ordre Nouveau » pour, simultanément, assurer le développement économique et garantir l'unité du pays.

## DEUXIEME PARTIE : LES ENJEUX DES CONFRONTATIONS ETHNIQUES

Les causes de protestation des groupes minoritaires sont politiques, économiques et culturelles. Tout d'abord, les dysfonctionnements du régime de l'ordre nouveau et le manque de démocratie sont dénoncés par l'ensemble de la population. A la périphérie de l'archipel, les défauts du centralisme de Djakarta sont vécus comme les signes d'une nouvelle colonisation. Les provinces extérieures s'estiment privées de développement économique au profit des îles centrales alors qu'elles possèdent l'essentiel des richesses naturelles du pays<sup>17</sup>. Ensuite, une grande partie de la population d'Indonésie extérieure ne se considère pas culturellement indonésienne et s'identifie plutôt comme membre de son groupe ethnique. Ces sentiments fondent la résistance à l'idéal nationaliste.

### 21.- Le système politique contesté

Les nombreux abus du régime Suharto ont provoqué, en 1998, un séisme sur l'ensemble de l'archipel indonésien. La perception de ces excès est cependant différente selon que l'on se trouve au centre ou à la périphérie du pays. Sur les îles centrales, les javanais s'en prennent à la population chinoise, boucs émissaires récurrents des crises économiques. A l'extérieur, les problèmes sont imputés au « néo-colonialisme » de Jakarta.

La jeunesse de la république indonésienne constitue, en soi, un handicap certain. Les pays voisins connaissent des difficultés similaires. La pratique politique contemporaine s'est trop écarté de l'idéal nationaliste unitaire des pères de l'indépendance. L'autoritarisme, le népotisme, la corruption déstabilisent la jeune démocratie. Le conservatisme des priyayi compromet l'aboutissement des réformes nécessaires à la pérennité de l'unité nationale.

La constitution Pancasila possède les gènes de l'autoritarisme par la place donnée au pouvoir exécutif comparée à celle des instances législatives. Les premières réformes du président Habibie ont cherché un rééquilibrage de la constitution car Sukarno, puis Suharto, avaient parfaitement su exploiter la puissance de l'exécutif pour museler toute dissidence.

L'autoritarisme présidentiel s'exerce au travers de l'organisation administrative territoriale, qui maille l'ensemble du territoire au profit du pouvoir central. Bien que recrutés parmi toutes les ethnies, les Javanais sont sur-représentés parmi les quatre millions de

---

<sup>17</sup> Voir annexe 3

fonctionnaires que compte le pays. Les différents responsables administratifs sont désignés par leur supérieurs respectifs, les choix étant ensuite entérinés par les assemblées locales.

L'armée contribue au maillage du territoire. Largement présente, sous Suharto, au sein des assemblées et des ministères, elle a eu, pendant longtemps, le monopole du maintien de l'ordre<sup>18</sup>. Dans chaque village, elle est représentée par un sous-officier et son organisation double l'organisation administrative. Elle permet au pouvoir de surveiller la docilité dans les zones agricoles. Dans les provinces extérieures, son déploiement est considéré comme une occupation par les minorités et comme une garantie de sécurité par les Javanais expatriés.

Imbu de son pouvoir et exerçant ses prérogatives dans une société encore marquée par des valeurs agraires, le personnel administratif affiche souvent un paternalisme qui convient assez aux attentes des administrés, mais, qui a pour conséquence le clientélisme et surtout la corruption. Les revenus très faibles des petits fonctionnaires, les traitements décents, mais inférieurs à ceux du privés, des hauts fonctionnaires sont un terrain fertile pour ce phénomène. Celui-ci permet l'enrichissement des fonctionnaires à majorité javanaise au détriment des populations locales.

Le népotisme s'est développé à tous les niveaux de la hiérarchie administrative. Les exploitants agricoles riches ont fourni, sous Suharto, les cadres du Golkar<sup>19</sup> dans les régions. Les militaires de haut rang ont misé sur l'investissement foncier en Indonésie extérieure comme le Général Wiranto<sup>20</sup> qui a acheté des terres au Timor Oriental. Au plus haut niveau de l'Etat, le clan Suharto constitue l'exemple suprême de prise de profits par l'élite souveraine. Les riches financiers sino-indonésiens aident les trois fils de Suharto à bâtir de puissants conglomérats sur le modèle chinois en utilisant le nom de leur père. La famille acquiert en province des propriétés agricoles et collabore avec l'industrie pétrolière. Cette collusion entre l'élite commerciale chinoise et la famille gouvernante a d'ailleurs servi de catalyseurs aux persécutions subies par l'ensemble de la communauté sino-indonésienne, désignée comme bouc émissaire de la crise économique de 1998. Ainsi l'élite javanaise s'est préservée en jetant l'anathème sur les membres d'une minorité ethnique allogène. Malgré l'éviction de Suharto, le népotisme reste présent dans le fonctionnement administratif de l'Indonésie.

---

<sup>18</sup> Depuis 1999, la police l'a partiellement relevée dans ce rôle.

<sup>19</sup> Golokan Karya : « groupes fonctionnels », organisation créée le 20 octobre 1964 pour fédérer divers groupes professionnels anti-communistes. Avec l'ordre nouveau le Golkar s'est transformé en parti gouvernemental.

<sup>20</sup> D'origine javanaise, il est le dernier chef d'Etat-major des armées de la période Suharto. Il a été destitué en 1999 pour les violences commises par l'armée au Timor-oriental.

La conduite des réformes nécessaires pour rendre le pouvoir politique vertueux est compromise par le conservatisme de l'élite en place<sup>21</sup>. L'élite Priyayi est passée du combat physique et intellectuel à la bureaucratie, cherche à faire carrière, et tend à retourner au statu quo et à le préserver. Tirant des avantages de la structure semi-féodale, les Priyayi en tant que classe privilégiée, n'ont aucun intérêt à la réforme à laquelle aspirent les minorités ethniques de l'Indonésie extérieure. Pour ces dernières, le maintien d'une l'élite javanaise, peu vertueuse, à la tête du pouvoir administratif et militaire de leurs régions est considérée comme la conservation d'un système à caractère néo-colonial.

## 22.- Les enjeux économiques

Le caractère colonial du centralisme javanais se matérialise non seulement par la direction administrative des régions mais surtout par la politique économique menée par les gouvernements successifs de l'Indonésie qui a généré de grand déséquilibre sociaux. Celle-ci comporte trois volets, sources de confrontation entre javanais et minorités : la politique agricole, l'exploitation des richesses et l'aide au développement des populations. Mais, avant d'étudier ces sujets, une analyse sommaire du contexte économique général du pays s'impose.

### 221.- Reprise fragile de l'économie

Après la crise asiatique de 1998 qui a accéléré la chute de Suharto, l'Indonésie renoue avec la croissance (+5%) grâce aux exportations de matières premières et la consommation intérieure agricole. Cependant, avec la forte dévaluation de la monnaie, les investissements extérieurs restent au plus bas niveau par manque de confiance des investisseurs. Le récent attentat à Bali risque de confirmer cette tendance. La dette publique et privée (155 milliards de dollars)<sup>22</sup> est énorme et les remboursements relativement faibles, malgré leur part dans le budget national. Les meilleurs soutiens extérieurs sont le Japon et Singapour qui intensifient leur intéressement dans les entreprises nationales.

La corruption a eu un impact très négatif sur l'économie en raison de l'interventionnisme élevé de l'état et de la nationalisation des grandes banques et entreprises. Les principales banques sont endettées et l'argent versée par le gouvernement pour rembourser les épargnants a été détournée par les caciques de l'administration, à hauteur de

---

<sup>21</sup> Simor Situmorang, membre du Parti National Indonésien, Incarcéré sous Sukarno, le nationalisme comme système culturel, article paru dans la revue PRISMA

<sup>22</sup> RAILLON, François : Chronique du temps présent, Indonésie 2000, Archipel, 2001

66% au cours du premier trimestre 2000. Bien implantée au sein de l'élite commerciale, la minorité sino-indonésienne est très exposée lors de chaque crise économique.

La reprise économique reste fragile car liée au climat de sécurité dans l'archipel, qui conditionne l'investissement, et à la capacité du gouvernement à maîtriser les dépenses en faisant diminuer la corruption. Les recettes sont quant à elle fortement dépendantes de l'exportation de matières premières et de la croissance agricole. Ces deux sujets sont, avec l'aide au développement, au centre des conflits entre Javanais et minorités ethniques de l'Indonésie extérieure.

## 222.- La « Révolution Verte » et ses conséquences.

La surpopulation sur Java a vite rendu la création et l'exploitation de surfaces arables essentielle pour assurer la suffisance alimentaire du pays. En 1980, l'île centrale regroupe 60% de la population et presque trois quarts des rizières irriguées quand le reste de l'archipel représente 93% du territoire<sup>23</sup>.

Conscient de la mauvaise exploitation du potentiel agricole du pays, le colonisateur hollandais a entamé au début du siècle la transmigration dont le but est de peupler l'Indonésie extérieure pour disposer de la main-d'œuvre paysanne pour la cultiver. Les résultats de cette politique, qui s'est intensifiée pendant l'ère Suharto avec 3,5 millions de personnes réinstallées, sont inégaux. Ils dépendent de la province d'immigration et du type d'agriculture retenu.

Sous Suharto, toutes les énergies ont été mises au service de la riziculture irriguée. Il fallait à tout prix atteindre l'autosuffisance pour cette denrée de base en augmentant les productions des riziculteurs. L'extension des réseaux d'irrigation et l'intensification des cultures, basée sur de larges subventions accordées aux investisseurs, ont constitué les clefs du succès en termes de production nationale puisque l'Indonésie a atteint l'autosuffisance en 1982/1983. Sans nier les succès de l'application de ce programme dans certaines régions, notamment celles où la riziculture est aux mains des paysans javanais et balinais, en pays Bugis (Célèbes-sud), les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des espérances. Ce programme est en effet conçu dans le cadre d'un système de monoculture, ou du moins de riziculture dominante, ce qui est rarement le cas dans l'Indonésie extérieure. Dans la plaine côtière d'Aceh, la riziculture est associée, entre autres, à l'élevage des bovins qui se sont mis à paître sur les rizières asséchées après une récolte annuelle.

---

<sup>23</sup> CHARRAS Muriel : L'Indonésie extérieure en peine de perspectives, Archipel, 1994

Cette politique du « tout riz » a laissé de côté l'appui aux autres cultures vivrières et aux petites plantations familiales qui sont caractéristiques de bien des régions d'Indonésie extérieure. Pour exemple, l'hévéa et le rotin à Kalimantan, l'hévéa et le café à Sumatra, ont non seulement placé leurs provinces en tête dans la production nationale mais ont aussi assuré la conservation essentielle des sols forestiers. L'autre effet négatif de la riziculture intensive est la destruction de l'environnement autochtone, par utilisation de la technique du brûlis.

Dans de nombreux cas, la « Révolution Verte », qui s'est uniquement basée sur la riziculture, mode agricole javanais par excellence, a créée des difficultés de cohabitation avec les activités traditionnelles des régions extérieures et a détruit le cadre de vie des minorités habituées à vivre dans la forêt tropicale.

L'inquiétude des minorités sur l'évolution des campagnes est alimentée au vu du fort accroissement des surfaces allouées aux grandes plantations privées depuis les années 80. Aujourd'hui, comme les régions extérieures se peuplent, elles sont le lieu d'investissements de nouveaux entrepreneurs de l'agro-business, grands consommateurs d'espace. Leur profil est peu connu, mais ils viennent en général de Jakarta ou de Medan (le grand centre de la Direction des Plantations). On les appelle «les transmigrants en chaussures de ville ». Si les implantations de la transmigration ne rapportent rien, directement aux caisses locales, ces nouveaux projets ont par contre des retombées financières immédiates. A Sumatra-Sud, entre 1984 et 1988, plus de 33 000 ha ont été nouvellement investis par de grandes plantations et, depuis cette date, 73 planteurs se sont mis sur les rangs pour de futurs projets ce qui équivaut à des milliers d'hectares gelés et retirés à l'exploitation indigène. Ces investissements ont été largement facilités par l'administration locale, corrompue et appartenant à la même ethnie dominante.

La seconde difficulté engendrée par la transmigration est l'intégration des populations immigrantes dans la structure locale. Ces grandes plantations utilisent une main d'œuvre bon marché, chassée des îles centrales par la surpopulation. Elle ne cherche pas à s'intégrer et ne stimule pas l'économie locale car sa principale ambition sociale est le retour vers la région d'origine. La cohabitation entre la population locale, privée de sa source de revenus et parfois déplacée par l'extension des plantations, et les immigrants javanais employés par les grands entrepreneurs est particulièrement délicate. Elle augmente la rancœur des minorités extérieures à l'égard de l'île centrale qui est jugée responsable de leur pauvreté croissante par la privation des revenus agricoles.

En revanche, l'une des perspectives intéressantes pour le développement rural des provinces extérieures réside dans l'arrivée spontanée de colons. Les estimations de la Banque mondiale donnent quelque cinq millions de personnes venant de Java, Madura et Bali, installées en milieu rural sans l'aide de la transmigration entre 1950 et 1980. Le Lampung et Nord-Sumatra, les deux provinces investies de longue date par les gens de Java ont accueilli environ 80% des colons. Une étude réalisée à Sumatra-sud a montré que ce type d'implantation a des effets positifs. Les immigrants spontanés apprennent et adoptent le mode agricole local. Ils contribuent à l'élargissement du domaine des autochtones. D'autres pionniers choisissent de s'installer, avec les risques et inconvénients afférents (isolement et insécurité foncière), là où les potentialités agricoles sont les meilleures. C'est le cas de nombreuses vallées de montagne, où ils retrouvent les autochtones pour travailler sur des plantations de caféiers ou en créer.

Cette installation passe par un contact avec les maîtres du sol pour l'obtention d'une autorisation ou d'un contrat. Les migrants constituent un groupe socio-culturel spécifique et leur intégration, que l'on pourrait mesurer à la pratique de la langue locale, aux mariages inter-ethniques et à la participation aux réseaux d'échange, tout en restant limitée est bien meilleure que celle des transmigrants. La migration spontanée aujourd'hui limitée à certaines régions pourrait s'étendre aux îles plus éloignées. La compétition foncière entre grands projets et initiatives individuelles constituent le grand défi des années à venir : l'accord de facilités à au second mode peut être la voie d'une meilleure cohabitation entre immigrants et autochtone. Cependant, la migration spontanée ne s'est pas appliquée aux régions de peuplement plutôt mélanésien. Là, l'investissement foncier est très aléatoire en raison de l'attachement viscéral des tribus à leur terres autochtones qui appartiennent culturellement aux ancêtres.

Comme principale activité professionnelle de l'archipel et moteur de la consommation intérieure, l'agriculture constitue un des enjeux essentiels du développement économique indonésien : l'extension des surfaces exploitées reste vitale pour la survie du pays. La politique agricole, menée jusqu'ici, a accentué les problèmes de cohabitation entre les migrants javanais et les peuples d'Indonésie extérieure. L'intégration de la main d'œuvre paysanne immigrée des îles centrales est donc une condition essentielle pour atténuer les rivalités inter-ethniques.

## 223.- L'exploitation des ressources naturelles

En Indonésie, les ressources naturelles<sup>24</sup> constituent un considérable enjeu économique bien sûr, mais également politique, tant sur le plan national qu'international. Il est indéniable que le régime indonésien a toujours trouvé, parmi ses plus solides soutiens, les compagnies multinationales opérant sur son sol, au premier rang desquelles les compagnies pétrolières. L'Indonésie, membre de l'OPEP, est le premier exportateur de pétrole du Sud-est asiatique, avec des réserves de pétrole évaluées à 5 milliards de barils. L'île de Sumatra, au nord-ouest de laquelle se situe la région d'Aceh, considérée comme l'un des principaux champs de ressources de la région, renferme à elle seule 70% de ces réserves, et 60% des opérations d'exploitation pétrolière du pays s'y déroulent. Quant au gaz naturel, le pays en possède plus de 3 000 millions de m<sup>3</sup>, dont les gisements les plus importants se situent, là encore, à Sumatra et en Irian Jaya<sup>25</sup>.

Dans ces régions d'Indonésie extérieure, la population locale ne bénéficie que marginalement de cette exploitation ; tous les revenus de l'exploitation transitent par Djakarta. L'on comprend que la question du partage des ressources et des retombées économiques de l'exploitation des sous-sols ait toujours été au cœur des relations entre ces régions et le gouvernement central. Il n'est guère étonnant de voir certains réclamer une part plus substantielle des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles et des taxes de la région : pour l'instant, selon les données officielles, les régions ne conservent que 17% des impôts locaux (contre 56% en Malaisie et 43% en Australie).

Le gouvernement a fait un pas dans la direction d'une meilleure répartition en approuvant, en novembre 1998, un projet prévoyant un partage juste et équitable des ressources naturelles entre le centre et les régions, et une répartition égale des bénéfices. Le ministre de l'Énergie, Kantoro Mangkusubroto, a également indiqué avoir ordonné aux compagnies minières de payer les royalties directement aux autorités locales.

En Irian Jaya comme en Aceh, les ressources importantes de ces régions sont exploitées par des multinationales, et leurs activités - tout comme les profits - restent dans les mains des Javanais ou des étrangers installés dans ces régions. Ainsi, Mobil Oil se refuserait à employer des Acehnais, " sources de problèmes " aux yeux de la multinationale.

---

<sup>24</sup> Voir annexe 3

<sup>25</sup> Un projet d'expansion par la British Petroleum des sites d'exploitation est en cours (source : site Internet de la compagnie)

Le cas de la compagnie minière américaine Freeport en Irian Jaya est exemplaire<sup>26</sup> et particulièrement grave. Freeport fut le premier investisseur étranger en Indonésie (avec une première implantation en 1967 et le premier contrat officiel d'exploitation minière signé en 1973, renégocié en 1991 ; les mines exploitées constituent le plus important dépôt d'or et de cuivre au monde), et a depuis toujours été étroitement lié au régime, par des liens à la fois personnels et financiers (ainsi, entre 1991 et 1997, Freeport a cautionné trois prêts à hauteur de 673 millions de dollars au bénéfice de proches de Suharto). Outre ces liens étroits qui ont fait de Freeport l'une des cautions indéfectibles du régime Suharto, au point qu'une commission parlementaire en est venue à appeler la compagnie à se retirer d'Indonésie, Freeport est depuis longtemps accusé, non seulement d'avoir causé des dégâts irréversibles à l'environnement, mais également de s'être rendu coupable de nombreuses violations des droits de l'Homme, notamment du droit des peuples autochtones, et du droit des peuples à disposer des ressources naturelles. Freeport aurait également apporté une assistance financière à l'armée (au moins 37 millions de dollars en 1997, selon l'organisation Survival International) lors de ses actions pour " protéger " la mine et réprimer les manifestations des autochtones liées aux activités de la compagnie dans la région - répression qui a causé de nombreuses morts.

Au Timor oriental, seul les partisans de l'intégration ont eu accès aux postes à responsabilité, les principaux réseaux de distribution étant détenus par des Javanais. Les caciques du pouvoir, généralement les militaires en poste au Timor, quant à eux profitaient exclusivement des conditions fiscales préférentielles consenties aux habitants de l'île. Quant au pétrole du fameux Timor Gap, le détroit séparant le Timor Oriental des côtes australiennes, il est considéré par de nombreux observateurs comme l'une des raisons principales pour lesquelles l'Indonésie a maintenu sa présence militaire au Timor. Un accord relatif à l'exploitation pétrolière fut signé, et une zone dite de coopération établie, entre l'Australie et l'Indonésie en 1989. Les 61 000 km<sup>2</sup> renfermant les réserves pétrolières et gazières furent divisés en trois zones. La bienveillance du gouvernement australien à l'égard de la politique indonésienne au Timor, et la décision du gouvernement australien de reconnaître l'annexion de l'ancienne colonie portugaise par l'Indonésie (l'un des seuls à l'avoir fait officiellement) furent d'ailleurs directement liées.

Les ressources naturelles de l'archipel sont, pour le gouvernement, une source de revenus essentielle et un outil majeur de politique extérieure pour obtenir l'aide de pays

---

<sup>26</sup> Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Mission Internationale d'enquête Indonésie/Timor Oriental : la duplicité des autorités indonésiennes, 1999

propriétaires de multinationales exploitant pétrole et minerais. Les mouvements séparatistes savent que l'indépendance implique le contrôle de ces ressources. Aceh aspire probablement à ressembler au sultanat de Brunei, qui détient un des revenus par habitant les plus élevés du monde.

La problématique des ressources naturelles est cependant différente de celle de l'agriculture. Les litiges fonciers engendrés par la riziculture engendre des confrontations populaires et de l'instabilité. Le contrôle des exportations oppose les élites javanaises aux cadres des mouvements séparatistes qui recherchent, peut-être, l'enrichissement personnel à travers la lutte pour l'indépendance. Aujourd'hui, les dirigeants du Timor oriental sont déjà accusés de détournements financiers alors que le jeune pays a plutôt régressé économiquement depuis son indépendance en 2000<sup>27</sup>. Le gouvernement indonésien actuel utilise cet argument pour ne pas céder aux volontés séparatistes et clame que le peuple des îles extérieures est manipulé par l'aristocratie autochtone, descendants des sultans à Aceh et chefs traditionnels de tribus à l'est. En revanche, la politique agricole et l'exploitation des richesses naturelles ont en commun qu'elles n'ont pas contribué au développement social des îles extérieures dont le niveau de vie stagne ou régresse au moment où la situation à Djakarta s'améliore.

#### 224.- Le sous-développement de l'Indonésie extérieure

Tout au cours de l'ère Suharto, le gouvernement a beaucoup investi pour le développement économique des îles extérieures. La stimulation de l'agriculture intensive par la transmigration a été accompagnée par l'amélioration des infrastructures de transport et le maillage scolaire et médical du territoire qui avaient pour but d'inciter l'émigration des javanais et de renforcer la cohésion nationale. Partout où les obstacles (reliefs, marécages ou îlots dispersés) ont pu être levés, les réseaux encore embryonnaires ont été étendus jusqu'aux chef-lieu de canton. Ceux-ci sont devenus les nouveaux centres de vie pour les villages alentours rarement desservis par la route. On y trouve l'école secondaire, une polyclinique ou un petit hôpital, les diverses administrations territoriales ou sectorielles, une banque, une poste et les stations de transports en commun dont le réseau converge vers la capitale régionale.

---

<sup>27</sup> Courrier International, janvier 2001: article traduit du Jakarta Post

Les efforts consentis pour l'éducation et la santé ont été très importants. La fréquentation de l'école primaire ne peut plus être une variable de différenciation entre les Indonésie, intérieure et extérieure, puisque 80% des enfants font un temps sur les bancs de l'école sur l'ensemble de l'archipel. Cependant, pour le secondaire, comme pour les polycliniques et les hôpitaux, une grande partie de l'Indonésie extérieure souffre de l'éparpillement démographique qui réduit l'accès réel à ces infrastructures. La seule alternative pour les mieux nantis est d'envoyer leurs enfants poursuivre leurs études dans les centres urbains de la province. Les frustrations sont fortes dans les villages mal reliés au réseau de route carrossables où vivent les membres des minorités ethniques. En fin de cycle primaire, les enfants sont contraints d'arrêter leur scolarité. Les mères de famille ne peuvent, quant à elles, être suivies pour le contrôle des naissances alors qu'elles le désirent ardemment<sup>28</sup>.

Ce phénomène accentue les déséquilibres sociaux entre les populations du centre de l'archipel et celles d'Indonésie extérieure. Malgré les efforts pour moderniser les structures routières, les liens interprovinciaux et les communications interinsulaires sont encore insuffisantes pour désenclaver les provinces les plus éloignées de Jakarta. Le réseau routier, planifié dans le cadre de la province, a permis le développement de capitales régionales mais ne facilite pas les échanges entre provinces d'une même île. Par exemple, la transsumatréenne n'est toujours pas achevée.

En ce qui concerne le transport maritime, son expansion est très perturbée par la piraterie maritime qui sévit autour des grands détroits. Dans ce climat, les armateurs nationaux, en majorité Bugis, ne peuvent assurer le convoyage des marchandises entre Java et les îles extérieures<sup>29</sup>. Les gouvernants javanais, dont la tradition maritime est faible, manquent de détermination pour résoudre ce problème qui pèse sur le développement de l'Indonésie extérieure.

Si l'agriculture y est un peu soutenue, la politique industrielle a délaissé tout le secteur qui pouvait induire une dynamique industrielle locale et qui aurait permis à plusieurs régions de participer à l'explosion actuelle des industries légères orientées désormais vers l'exportation. Dans l'absolu, certaines provinces extérieures sont en très bonne place pour la valeur ajoutée industrielle, grâce aux ressources minières (pétrole et gaz). Mais, les raffineries, les usines d'engrais, les aciéries et autres industries lourdes sont des entreprises

---

<sup>28</sup> CHARRAS Muriel : L'Indonésie extérieure en peine de perspectives, Archipel, 1994

<sup>29</sup> Courrier International, mai 1998, article traduit du SYDNEY MORNING HERALD

publiques gérées par Jakarta, utilisant peu de main-d'œuvre locale et dont les productions sont prises en main par des transporteurs spécialisés nationaux ou étrangers. La capacité de ces entreprises à entraîner l'implantation d'autres industries est donc tout à fait limitée. Aceh, Kalimantan-est et Riau sont typiques de ces structures enclavées.

On a pu constater jusqu'en 1985, une certaine diminution de la concentration industrielle sur Java<sup>30</sup>. Cette tendance est due essentiellement à la multiplication en Indonésie extérieure, des scieries et des fabrications de contreplaqué, suite à l'interdiction d'exporter le bois brut. Cette activité est venue soutenir les productions et les emplois industriels de presque toutes les provinces et plus particulièrement les Moluques (qui traite une partie du bois de l'Irian Jaya). Cependant cette industrie n'est pas durable et n'est pas localement enracinée. Lorsque la ressource se tarit, les entreprises, souvent dans les mains extérieures à la région, vont s'installer ailleurs. Aujourd'hui, bien que les statistiques ne soient pas encore disponibles, l'explosion des industries légères pour l'exportation accentue très certainement la concentration sur Java. C'est là que se trouvent les capitaux, les entrepreneurs, la main d'œuvre la moins chère et les meilleures infrastructures, sans parler des autorités qui délivrent les licences.

Sans attribuer l'entière responsabilité de ce déséquilibre spatial à la période de « l'Ordre Nouveau », puisqu'il était présent dans la période coloniale, force cependant est de constater qu'aucune mesure d'incitation à s'installer hors de Java n'a été prise pendant toutes ces années. Ni dégrèvement fiscal, ni amélioration des infrastructures d'accès et d'accueil, ni facilités dans les procédures d'importation et d'exportation directe ne sont venus appuyer les atouts de certaines régions d'Indonésie extérieure.

L'absence d'entrepreneurs est parfois invoquée mais les plus actifs ont quitté leur région pour monter les affaires dans les grands centres de Java.

L'Indonésie se développe donc à deux vitesses. Les gouvernements successifs ne sont pas parvenus à limiter les écarts structurels entre le centre et les îles éloignées. La politique agricole inadaptée, l'exploitation des richesses au seul profit des caciques de Jakarta et le retard de développement des provinces qui possèdent les ressources pétrolières, forestières et minières du pays ont créé l'essentiel des frustrations des minorités ethniques de l'Indonésie extérieure. Le centralisme javanais a créé les conditions économiques et sociales des affrontements inter-ethniques.

---

<sup>30</sup> CHARRAS Muriel : L'Indonésie extérieure en peine de perspectives, Archipel, 1994

### 23.- Le problème culturel

L'adhésion de la population à l'identité nationale indonésienne a été le principal objectif des différents gouvernements depuis l'indépendance. Megawati Sukarnoputri<sup>31</sup>, fille du père fondateur du pays, actuellement au pouvoir, a clairement affiché cet objectif dans son récent discours de politique général devant le parlement. Les obstacles à l'assimilation culturelle des minorités sont liés à la religion, à la conception de la famille et au droit.

La place de l'islam dans la société indonésienne joue une grande influence sur l'intégration indonésienne. D'un côté, certains groupes, forts de la majorité musulmane du pays, aspirent à une islamisation plus forte de la société alors que d'autres luttent pour conserver leurs spécificité religieuse, essentiellement les chrétiens. Les Javanais, quant à eux, veulent maintenir le caractère composite du pays, base de l'idéal national qu'ils ont promu.

La position du gouvernement à l'égard de l'islam reste ambiguë. En Aceh, l'armée a combattu les intégristes religieux qui forment l'ossature du mouvement indépendantiste Darul Islam. En revanche, dans le reste de l'archipel, l'élite javanaise a parfois encouragé la formation de milices islamiques pour l'aider dans l'accomplissement de ses desseins hégémoniques. Ainsi, l'une d'entre elles, le Laskar Jihad, qui compterait aujourd'hui 25 000 membres<sup>32</sup> a ses quartiers généraux dans la capitale culturelle de Java, Yogyakarta. En mai 2000, près de 3000 éléments de cette organisation ont pu embarquer pour aider la communauté musulmane des Moluques dans sa lutte contre les chrétiens d'origine autochtone. L'évolution de la place de l'islam dans la société indonésienne est incertaine.

D'une part, l'urbanisation et la quête de la modernité ont tendance à laïciser la société. Les mariages interconfessionnels sont plus fréquents. Ils concernent majoritairement les classes moyennes des ensembles urbains de Java. Le phénomène contribue à l'intégration nationale mais ne touche pas l'Indonésie extérieure où les structures familiales sont très conservatrices. En effet, à la périphérie de l'archipel, la pratique religieuse caractérisant l'ethnie, chaque mariage interconfessionnel fait évoluer le rapport de force démographique.

D'autre part, les difficultés économiques peuvent favoriser le développement du radicalisme islamique dans les îles centrales comme cela est le cas dans les pays du Maghreb<sup>33</sup>. La tranche démographique des 15-24 ans offre un clientèle potentielle pour les partis islamiques radicaux qui réapparaissent avec la démocratisation récente du régime. Couplée à la migration centrifuge, cette tendance peut accentuer les tensions avec les

---

<sup>31</sup> Elle a remplacé Abdurahman Wahid sous l'étiquette du parti national Indonésien en 2001

<sup>32</sup> Courrier International, juillet 2001, traduction d'un article du quotidien TEMPO de Jakarta

<sup>33</sup> L'Algérie est un bon exemple de ce phénomène.

communautés protestantes du centre de Kalimantan ou de Sumatra ainsi qu'avec les populations d'origine mélanésienne.

Dans les zones de conflit inter-ethnique, l'évolution vers la laïcité du pays peut faciliter le pluralisme religieux et donc permettre un apaisement des tensions. En revanche, une radicalisation de la pratique musulmane accroîtrait probablement les affrontements entre immigrants et autochtones chrétiens dans les provinces extérieures.

La conception de la structure familiale par chaque groupe constitue un autre grand déterminant culturel qui freine l'intégration nationale. Les Javanais ont une approche traditionnelle qui leur est propre, issue de la société féodale Majapahit, à la fois patriarcale et inégalitaire. Dans cette structure, la femme est reconnue égale en droit et la polygamie a été combattue par les dirigeants avec plus ou moins de succès. La politique de contrôle des naissances qui concerne principalement les îles centrales a partiellement occidentalisé la structure familiale et a donc amélioré la condition féminine. Les groupes ethniques fortement marqués par la pratique musulmane respectent les principes du coran qui diffuse le modèle anthropologique du clan qui caractérise les pays arabes. Ces deux modèles, qui sont les plus répandus, s'opposent fortement à la structure tribale des peuples forestiers et mélanésiens. Le noyau familial n'y est pas réellement reconnu en tant que tel. La femme est largement dominée et remet, dès la naissance, son enfants à la tribu qui se charge de son éducation et de l'enseignement des traditions. Celles-ci s'opposent bien sûr aux valeurs mises en avant par l'éducation nationale qui valorise le modèle anthropologique javanais. L'intégration culturelle des populations mélanésiennes dépend, en partie, de l'évolution de la condition féminine. Aujourd'hui, les résistances sont masculines mais, avec la modernisation, la femme pourrait avoir une position mieux reconnue créant ainsi un rapprochement des modèles familiaux entre peuples du centre et minorités de la périphérie.

Le droit constitue une autre grande pierre d'achoppement culturel. Le droit coutumier des minorités mélanésiennes se confronte avec la loi issue de la constitution Pancasila d'inspiration romaine. Chaque tribu possède une approche pénale qui lui est propre et refuse l'intervention de la politique et de la justice pour régler les litiges entre ses membres. De plus, la propriété foncière n'est pas reconnue en tant que telle puisque la terre appartient aux ancêtres et ne peut être cédée définitivement à un individu. L'état intervient, à travers l'action militaire, pour faire reconnaître la propriété foncière des investisseurs au profit des migrants qui agissent selon les règles du pouvoir central. A contrario, les Atchinais veulent instaurer la

Charria en lieu et place du droit indonésien<sup>34</sup>. Chaque groupe ethnique cherche donc à conserver l'arsenal juridique issu de sa culture qui s'oppose, par de nombreux aspects, aux lois de la république indonésienne. Le recherche d'un équilibre semble nécessaire. En effet, les droits spécifiques des minorités ne peuvent être réellement appliqués en l'état pour assurer un développement harmonieux de l'archipel. A contrario, l'imposition du droit indonésien à l'ensemble des provinces reste une source de frustration pour les minorités qui voient dans la non-reconnaissance de leur tradition juridique une tentative d'acculturation, ce qui est en partie le cas. Les dirigeants indonésiens doivent fonder un système qui permet la cohabitation du droit national, pour faciliter l'investissement économique, et des droits spécifiques pour ne pas détruire les bases identitaires.

La religion, la structure familiale et le droit ne représentent pas la confrontation culturelle entre Javanais et minorités de manière exhaustive. Cependant, ce sont des facteurs générateurs de tension.

#### 24.- Nécessité de réformes

Le système politique et ses graves dysfonctionnements ont favorisé l'exploitation économique de l'Indonésie extérieure par l'élite javanaise au pouvoir. Par des orientations agricoles mal adaptées voire colonialistes, par une répartition inégale des richesses naturelles entre le centre et la périphérie, le fossé social se creuse au détriment des minorités ethniques en conflit avec le pouvoir de Jakarta. Les différences culturelles fortes ont cependant tendance à s'atténuer dans un climat social sain : c'est-à-dire quand l'ensemble des populations ont équitablement accès au progrès. La pauvreté pousse en effet les peuples à se tourner vers leurs propres valeurs et à intensifier le climat d'intolérance. Pour assurer sa pérennité, l'état indonésien doit donc réformer son système politique en vue d'atténuer les différences sociales entre communautés et ainsi permettre, dans un deuxième temps, une meilleure cohabitation culturelle.

---

<sup>34</sup> Courrier International, août 1998, dossier sur les mouvements séparatistes en Indonésie

## TROISIEME PARTIE : LE RISQUE D'ECLATEMENT

L'intégrité de l'état indonésien semble aujourd'hui menacée. La domination javanaise, qui s'est installée au cours des siècles et s'exerce dans les domaines politique, économique et culturel, entretient un climat insurrectionnel à la périphérie de l'archipel. Les affrontements entre l'armée et les mouvements indépendantistes sont récurrents en Aceh et en Irian Jaya. Les prémices d'une volonté séparatiste existent aux Moluques et dans une moindre mesure à Kalimantan. De nouvelles provinces, comme Riau, réclament plus d'autonomie financière.

L'ampleur des frustrations des minorités autochtones de la périphérie de l'archipel rend le statu quo illusoire, surtout que la boîte de Pandore du morcellement a été ouverte avec l'indépendance du Timor Oriental.

Le maintien de l'intégrité territoriale passe par une première phase de pacification afin d'établir un dialogue constructif entre Javanais et minorités frustrées, avant d'entamer les réformes nécessaires au rééquilibrage social entre javanais et minorités.

L'étude de l'actualité récente, quant à la réalisation de ces deux étapes, fournit quelques indices pour déterminer si l'éclatement est désormais inévitable.

### 31.- Pacification en cours de l'archipel

L'arrêt des hostilités constitue évidemment le préalable indispensable au rétablissement d'une paix durable dans l'ensemble indonésien. Mais, le plus grand défi pour le gouvernement en place réside dans l'effacement du traumatisme de la violence endurée par les minorités sous l'ère Suharto.

### 311.- Des accords de paix encourageants

Même s'il reste très précaire, le climat de sécurité s'est globalement amélioré en Indonésie au cours de l'année 2002 même si l'attentat de Bali, par son impact médiatique et l'implication de terroristes liés à Al Qaida<sup>35</sup>, donne à la communauté internationale un sentiment différent.

Tout d'abord, les affrontements prétendus religieux entre Javanais et Moluquois ont fortement diminué depuis la signature d'un cessez-le-feu en février 2002<sup>36</sup>, consolidé par des

---

<sup>35</sup> Courrier International, septembre 2001, traduction d'un article du quotidien TEMPO

<sup>36</sup> Courrier International, mars 2002, traduction d'un article du quotidien TEMPO

accords entre communautés. Afin de donner plus de force au message de paix adressé aux chrétiens et aux musulmans qui s'affrontent dans les Moluques, les chefs traditionnels ont accordé le titre de roi honoraire au gouverneur de Jogjakarta, le sultan Hamengku BuwonoX<sup>37</sup>. Cet événement spectaculaire a pris place à la fin de la grande assemblée des 110 chefs traditionnels, les rajas, qui a eu lieu du 8 au 10 janvier 2003 à Amboine [chef-lieu des Moluques]. C'est la première fois que des symboles musulmans et chrétiens ont été incorporés dans le costume traditionnel de la province, costume dont ils ont revêtu le sultan, devenu upulatu (père des rois). Celui-ci, avec le soutien du mouvement pacifiste Baku Bae, a facilité les rencontres entre plusieurs dirigeants des deux communautés à Jogjakarta avant la grande assemblée. Il est apparu aux yeux des chefs comme la seule personnalité nationale capable de sortir de la crise les Moluques, où l'état d'urgence reste en vigueur. Ce rapprochement montre le rôle clé joué par les chefs traditionnels de chaque groupe ethnique et constitue un bon exemple pour trouver la voie de la pacification de l'archipel, particulièrement là où la structure tribale est ancrée dans les cultures.

Ensuite, le gouvernement indonésien a signé un accord de paix intéressant le 9 décembre 2002 à Genève avec le mouvement de l'Aceh libre<sup>38</sup> qui mène la lutte armée contre le gouvernement depuis 26 ans. Les principaux sujets de controverse lors des pourparlers ont porté sur la présence de l'armée indonésienne et des milices paramilitaires. Le gouvernement indonésien a accepté de réduire sa présence militaire en échange de la remise des armes des séparatistes dans des dépôts militaires gouvernementaux. Cet accord légitime l'existence du mouvement séparatiste ce qui représente une avancée pour le règlement du conflit. La richesse naturelle de la province a accentué la pression internationale à travers les promesses d'investissements formulées par le Canada, l'Australie, le Japon et l'Allemagne.

En revanche, la fragilité de l'accord réside dans l'incertaine adhésion des responsables militaires qui, fortement associés à l'œuvre néo-colonialiste de Suharto et progressivement écartés de la direction du pays par le gouvernement, vivent le retrait comme une défaite alors que l'action militaire a été gagnée avec la capture du quartier général des rebelles à Cottrieng.

L'action de la présidente et des membres de la noblesse javanaise montre que la recherche d'un climat de sécurité est effective. Loin d'être humaniste, cette action a pour but de rétablir la confiance des investisseurs étrangers à court terme. L'attentat du 11 octobre 2002 à Bali va probablement, de manière paradoxale, faciliter l'instauration de la paix. En effet,

---

<sup>37</sup> Courrier International, janvier 2003, traduction d'un article du quotidien JAKARTA POST

<sup>38</sup> Courrier International, décembre 2002, traduction d'un article du quotidien TEMPO

après les avoir soutenu, le gouvernement va devoir, au nom de la lutte contre l'intégrisme islamique, se retourner contre les milices musulmanes de Java qui ont accompagné l'action militaire contre les minorités<sup>39</sup>. Ainsi, l'instauration d'un climat plus pacifique peut être envisagée.

### 312.- Entre justice et impunité

La question de l'impunité est, comme dans tous les pays émergeant d'une dictature, crucial en Indonésie. Le maintien de l'ordre par l'armée et les affrontements entre milices ont depuis l'indépendance un coût humain particulièrement élevé. Dans chaque zone de conflit interethnique, les morts se compte par milliers selon un processus d'éradication des villages et de massacre de la population en représailles d'action séparatiste.

Ainsi, environ 40 000 personnes<sup>40</sup> auraient disparu en Aceh depuis le début des années 1990. Au cours des deux dernières années aux Moluques, on compte 8000 morts dans les affrontements entre milices musulmanes et autochtones. Depuis 1969, la répression a fait disparaître au moins 43 000 papous en Irian Jaya. Au cours de ses confrontations, les actes de torture et de cruauté, lié à la tradition guerrière de certains peuples ont été particulièrement répandus. Les actes de violence sexuelles ont été commis des deux côtés, armée ou mouvements séparatistes.

Pour rétablir et installer la paix dans le temps, le gouvernement doit impérativement donner les signes d'une volonté de justice à l'égard des minorités opprimées. Le jugement des responsables militaires des massacres devient aujourd'hui nécessaire. Ils ont, en effet, abusé de leur autonomie d'action dans les provinces extérieures et sont également les coupables nécessaires, pour éviter de décrédibiliser l'élite politique javanaise qui les a laissés agir.

Ensuite, la mise en cause des chefs militaires permet d'extraire de la vie publique les officiers trop proches de Suharto, comme le général Wiranto, chef d'état-major jusqu'en 2000<sup>41</sup>. Enfin, la pression exercée par la communauté internationale, au travers de l'ONU, s'est accentuée depuis le conflit du Timor oriental et l'attribution des fonds par le FMI reste très liée au jugement des exactions commises contre les minorités.

Le gouvernement indonésien a œuvré dans cette direction en donnant la voix à la commission nationale des droits de l'homme, qui, créée en 1993, a été sous Suharto un outil

---

<sup>39</sup> Courrier International, octobre 2002, traduction d'un article du quotidien JAKARTA POST

<sup>40</sup> Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Mission Internationale d'enquête Indonésie/Timor Oriental : la duplicité des autorités indonésiennes, 1999

<sup>41</sup> Courrier International, février 2000

de propagande piloté par le pouvoir. Cette organisation est devenu et gagne progressivement la confiance du public. Proposant désormais des réformes, elle joue un rôle grandissant dans la surveillance du pouvoir.

De nombreux comités d'enquête, mis en place par les parlementaires, ont fait la lumière sur des crimes contre l'humanité et entamé des procédures judiciaires contre certains généraux<sup>42</sup>. Ces poursuites se heurtent cependant à la déficience du système judiciaire. En effet, ce dernier manque d'indépendance en raison de l'allégeance des juges au gouvernement qui les nomme et les destitue à son gré.

Mais la caractéristique principale de l'organisation judiciaire tient dans l'énormité des prérogatives de la justice militaire. Depuis l'origine, celle-ci confisque aux dépens de la justice civile, l'ensemble des délits et des crimes commis par des militaires, qu'ils soient perpétrés dans le cadre de la vie de caserne, ou dans celui du maintien de l'ordre public.

Ensuite, la mise en cause de l'armée est délicate en raison de la confiance qu'accorde à cette institution la population du centre de l'île qui la considère comme seule capable de restaurer la sécurité dans l'archipel. Le gouvernement de Megawati Sukarnoputri, elle-même épouse d'officier, doit trouver un compromis délicat entre l'impunité envers les responsables militaires pour garantir la cohésion du centre et la poursuite judiciaire pour rassurer les minorités ethniques.

Le reconnaissance de la responsabilité politiques des gouvernants indonésiens dans l'escalade de la violence et les excuses présentées par la présidente au peuple atchinais<sup>43</sup> montrent une réelle volonté de rétablir la paix et le dialogue pour assurer l'intégrité de l'archipel. Cependant, l'unité reste l'objectif réaffirmé de Megawati Sukarnoputri dans la ligne idéologique de son père. Pour le remplir, elle s'appuie sur un climat de sécurité très fragile conditionné par l'équilibre de l'action judiciaire contre les responsables de la violence.

Il semble que les conditions nécessaires au dialogue se mettent en place mais, actuellement, les camps javanais et séparatistes restent fixés sur des objectifs politiques antinomiques. Le gouvernement doit donc rendre l'appartenance à la république plus attractive que l'indépendance pour garantir à long terme l'intégrité du territoire.

---

<sup>42</sup> Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Mission Internationale d'enquête Indonésie/Timor Oriental : la duplicité des autorités indonésiennes, 1999

<sup>43</sup> Courrier International, Septembre 2001, traduction d'un article du quotidien THE JAKARTA POST

## 32.- L'amorce de réformes

### 321.- Démocratisation du régime

Entre 1998 et 2000, le président Wahid a donné quelques impulsions pour démocratiser le régime.

Tout d'abord, son premier objectif a été de démilitariser l'état, d'abord en étêtant la hiérarchie mise en place par Suharto, puis en réduisant le rôle politique de l'armée. La principale cible des bouleversements a été le général Wiranto<sup>44</sup>, impliqué dans les exactions de l'armée indonésienne au Timor Oriental. Les militaires sont progressivement écartés des responsabilités au sein de l'exécutif. Disposant encore de cinq ministères clés sous le gouvernement Habibie, les généraux ont récemment perdu le portefeuille de la Défense au profit d'un civil. En ce qui concerne le parlement, les militaires y abandonnent leurs sièges en 2004<sup>45</sup>. Enfin, les forces de police ont été augmentées afin de leur confier la mission de maintien de l'ordre en Indonésie extérieure aux dépens de l'armée qui jusqu'ici constituait le bras du gouvernement pour lutter contre les minorités dissidentes. La démilitarisation du régime reste cependant partielle et difficile à réaliser en raison du renom de l'armée et de sa meilleure organisation plus performante que l'administration.

L'autre grande voie de la démocratisation est l'accroissement des libertés politique, syndicale et médiatique. Depuis la chute de Suharto, plus de 100 nouveaux partis politiques ont vu le jour ou ont été à nouveau en mesure de se présenter aux élections. Si cette réforme est positive quant à la liberté de pensée, l'obligation d'être implanté dans neuf provinces pour présenter des candidats la rend inadapté aux problèmes des minorités par nature associée à un territoire. Par cette mesure, les mouvements séparatistes ne peuvent acquérir une représentativité politique.

En revanche, la plus grande liberté d'expression de la presse permet indéniablement un réel débat sur l'avenir du pays. Les nombreux intellectuels qui prennent position pour une meilleure prise en compte du problème ethnique trouvent dans la presse émergente, comme D&R<sup>46</sup> un terrain d'expression qui pourrait permettre un réel débat sur l'adéquation du système politique à la diversité ethnique. Cependant, deux obstacles limitent les effets de la

---

<sup>44</sup> Courrier International, février 2000, traduction d'un article du quotidien JAKARTA POST

<sup>45</sup> La constitution prévoit que l'armée désigne un cinquième des membres dans ses rangs, Courrier International, août 2002, traduction d'un article du quotidien JAKARTA POST.

<sup>46</sup> Hebdomadaire tiré à 40 000 exemplaires

libéralisation médiatique. Les grands quotidiens indonésiens, comme KOMPAS<sup>47</sup>, sont dirigés par des anciens membres du GOLKAR et continuent à prôner la conservation du système actuel.

Surtout, le combat contre la menace islamiste justifie aux yeux de certains responsables de l'exécutif le rétablissement de la loi anti-subversion pour empêcher le prêche contre l'occident dans la presse.

Le vent des réformes politiques souffle sur l'Indonésie mais on peut craindre que le récent attentat de Bali puisse avoir un effet négatif, dans ce domaine, en facilitant le retour d'un climat sécuritaire dans l'archipel<sup>48</sup>. Les étapes de la démocratisation franchies depuis 1998 sont néanmoins positives pour le maintien de l'unité nationale quand on regarde l'immobilité du système politique depuis l'indépendance.

### 322.- La décentralisation

Avec la chute de Suharto, quelques avancées ponctuelles ont été réalisées du point de vue de la décentralisation nécessaire de l'archipel. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la loi 22/99 prévoit l'élection des exécutifs régionaux par les institutions représentatives régionales, sans ingérence excessive du gouvernement. Les 32 provinces<sup>49</sup> pourront bientôt décider de leur budget et de leur administration, sauf dans les domaines régaliens de la justice, de la défense, des affaires étrangères et de la politique monétaire. Cependant, les finances accordées aux provinces sont encore insuffisantes ressentir les effets de cette décentralisation. Les jacobins de la capitale craignent la corruption et l'avidité des potentats régionaux qui risquent de décourager l'investissement étranger. L'exemple du Timor Oriental semble appuyer cet argument si les accusations de détournement de fonds par les héros la lutte pour l'indépendance sont fondées. Mais surtout, l'intéressement de la noblesse javanaise dans le système administratif la rend naturellement réticente à l'application de cette réforme.

Le problème de la répartition des richesses reste au centre des préoccupations. La nécessité de pacifier le pays a conduit Megawati Sukarnoputri à accorder plus d'autonomie financière à la province d'Aceh. Cette décision montre que le déséquilibre social a été pris en compte comme l'atteste le discours de politique général de la présidente. Cependant, dans un

---

<sup>47</sup> 550 000 ex., Indonésie, quotidien. Fondé en 1965, la "Boussole", écrit en Indonésien, est LE quotidien national. Il prend rarement des risques dans le traitement de ses informations sous la surveillance du pouvoir..

<sup>48</sup> Courrier International, octobre 2002, traduction d'un article du JAKARTA POST sur le rétablissement de la loi anti-subversion.

<sup>49</sup> Irian Jaya va être découpée en trois provinces et Moluques en deux

contexte général économique particulièrement critique, on peut craindre un retour en arrière car le gouvernement a un besoin financier urgent pour recapitaliser le système bancaire et combler le déficit budgétaire. L'intéressement personnel des principaux dirigeants dans les entreprises chargés de l'exploitation des ressources naturelles reste un frein important à la décentralisation comme le montre le dossier de la vente d'eau à Singapour<sup>50</sup>.

Même si, à ce stade, la décentralisation, n'apporte pas de réponse immédiate aux déséquilibres économiques, elle peut apporter des réponses adaptées dans le domaine de l'agriculture et devrait permettre l'amorce d'une nouvelle politique. Du point de vue culturel, la province prend la main en ce qui concerne l'éducation ouvrant la voie à la cohabitation entre cultures nationale et spécifique. Dans ce domaine, la reconnaissance récente par le gouvernement du drapeau papou est un signe fort de desserrement de l'état javanais sur les minorités. Si les avancées politiques pour rétablir l'équilibre entre le centre et les îles extérieures sont faibles et ne permettent pas aujourd'hui une bonne intégration nationale dans l'archipel, elles constituent, d'un point de vue pragmatique, des signes forts pour le maintien de l'unité de l'archipel quand on considère le poids historique de la domination exercée par l'élite javanaise.

### 33.- Scénarios possibles pour l'avenir

L'avenir du pays reste incertain car les réformes nécessaires à la résolution du problème ethnique ne sont pas achevées. Un juste équilibre entre Javanais et minorités de l'extérieur ne peut être rétabli à court terme et l'on peut craindre pour le gouvernement que les changements soient trop tardifs pour assurer l'intégrité territoriale de l'Indonésie actuelle. La politique actuelle, plus réactive que prospective, ne peut la protéger d'un éclatement annoncé par beaucoup d'analystes.

Mais, il est également possible que l'unité nationale puisse être conservée, à défaut d'une meilleure solution, laissant ainsi le temps au gouvernement de conduire la mutation du pays. Lorsqu'on observe la situation des deux provinces où les conflits entre communautés se concrétisent par la présence de mouvements séparatistes, Aceh et Irian Jaya, il n'est pas évident que l'accession à l'indépendance garantisse une amélioration sociale pour les populations concernées.

---

<sup>50</sup> Le frère de la présidente possède une part importante du capital de la société exportant l'eau vers Singapour : Courrier International, octobre 2002, traduction d'un article du quotidien TEMPO

Le Timor Oriental indépendant connaît aujourd'hui des problèmes politiques et économiques plus graves que sous la domination indonésienne<sup>51</sup>. Les archaïsmes du fonctionnement tribal de la Papouasie Occidentale rendraient un état indépendant particulièrement fragile car inadapté au monde économique moderne. Les pays mélanésiens qui ont cherché à conserver leurs modes traditionnels comme le Vanuatu rencontrent les plus grandes difficultés à assurer leur développement.

Ensuite, l'appui des minorités par la communauté internationale tel qu'il s'est manifesté en faveur des Timorais n'est pas assuré tant que l'état n'utilise pas une violence démesurée pour museler la volonté autonomiste. En effet, pour le commerce pétrolier, les pays occidentaux, au travers de leurs multinationales, préféreront probablement négocier avec une démocratie qui se cherche, qu'avec un jeune état islamique, aspiration des indépendantistes atchinais. De même, les investissements étrangers sont plus garantis en Irian Jaya en tant que province de l'ensemble indonésien que dans une Papouasie occidentale indépendante dont les dirigeants ne possèdent pas la crédibilité des administrateurs javanais et dont les règles coutumières rendent l'investissement foncier aléatoire.

Cependant le statu quo est impossible car il conduit inéluctablement à une multiplication des troubles qui, encore confinés à la périphérie, pourraient gagner progressivement le centre compte tenu de la grande diversité ethnique du pays.

La réforme du système indonésien doit permettre d'assurer à terme un équilibre social entre les différentes communautés, base nécessaire à une cohabitation culturelle durable. Les javanais doivent interrompre leur marche assimilationniste en offrant un espace de manœuvre aux minorités pour assurer leur avenir.

Un fédéralisme territorial, aboutissement d'une décentralisation progressive dans la continuité de la loi récemment adoptée, pourrait apporter quelques solutions aux difficultés actuellement rencontrées. D'un point de vue politique, les minorités disposeraient de représentants locaux qui détiendraient un réel pouvoir législatif, ce qui atténuerait le monopole de décision encore détenu par les gouverneurs de province qui agissent pour l'unique compte du pouvoir central. Sur le plan économique, les provinces seraient habilitées à adopter les modes d'exploitation agricole rentables et adaptés à la tradition. Ceci représente un enjeu probablement plus important que celui des ressources naturelles compte tenu du caractère profondément rural des sociétés de l'Indonésie extérieure. Le droit coutumier pourrait être reconnu pour délimiter les terres autochtones des espaces utilisés pour le

---

<sup>51</sup> 65 % des actifs sont au chômage et 50 % des analphabètes, Courrier International, octobre 2002, traduction d'un article tiré de la Australian Financial Review.

développement économique. Sur le plan culturel, les provinces pourraient valoriser leur héritage par une politique d'éducation mieux équilibrée entre tradition séculaire et idéal national. Surtout, le fédéralisme en reconnaissant réellement les minorités pérenniserait le dialogue qui semble s'amorcer grâce à l'action des dirigeants javanais de l'après-Suharto.

Si cette solution apparaît comme adaptée aux difficultés interethniques en Indonésie, elle se heurte au conservatisme de l'élite javanaise qui prêche le conservatisme. L'option fédérale possède à leurs yeux une connotation trop occidentale, donc colonialiste, puisqu'elle est celle que préconisait les Pays-Bas<sup>52</sup> au moment où l'indépendance est devenue inévitable.

L'avenir de l'Indonésie réside donc dans la capacité de l'élite javanaise à prendre conscience des dangers qui guettent le riche archipel qu'elle domine aujourd'hui et à entamer les réformes nécessaires pour passer d'un jacobinisme mal supporté par les minorités ethniques vers une fédération de provinces où une répartition juste des pouvoirs et des richesses est assurée.

---

<sup>52</sup> Expérience des Etats-Unis d'Indonésie, voir page 15

## CONCLUSION

La domination de Java sur l'archipel indonésien, conséquence de la situation géographique de l'île, du dynamisme démographique et culturel de sa population, s'est progressivement affirmée tout au long de l'histoire pour atteindre son apogée sous le règne du président Suharto. Le système politique, adopté depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, basé sur la centralisation du pouvoir et son exercice par les héritiers de la noblesse javanaise, a renforcé les déséquilibres économiques et sociaux entre le centre et les îles extérieures. L'élite javanaise n'a pas réussi à créer « l'unité dans la diversité », concept de base de l'idéal national indonésien, en imposant sa conception de l'agriculture et en ne prenant pas suffisamment en compte les différences entre sa culture et celles des nombreuses minorités présentes en l'archipel. Confrontée à un risque d'éclatement de l'archipel, les nouveaux dirigeants essaient de préserver la cohésion de l'archipel en rétablissant la paix, en pansant les plaies des affrontements inter-ethniques et en amorçant les réformes nécessaires pour rendre le maintien dans la république indonésienne plus attractive pour les minorités séparatistes qu'une accession à l'indépendance. Pour ces peuples, cette solution n'est pas garante d'un avenir meilleur : la situation actuelle du Timor Oriental est là pour en attester. L'archipel indonésien sera plus fort s'il est uni. Mais, pour garder sa cohésion, le système politique doit accorder plus d'autonomies économique, juridique et culturelles aux provinces sous la forme, peut-être, d'une fédération même si ce terme est difficile à accepter par ceux qui ont lutté contre ce type de régime imposé jadis par le colonisateur hollandais.

L'intérêt de la communauté internationale et de la France, en particulier, réside également dans le maintien de cette unité. En effet, l'émergence de petits pays, déstabilisés par l'intégrisme musulman ou une grande pauvreté, due à l'inadaptation de leurs structures traditionnelles aux règles de l'économie mondiale, augmenterait probablement les troubles dans cette région clé pour le trafic maritime donc pour l'économie mondiale. Dans une période troublée par l'attentat de Bali, l'Indonésie doit être aidée pour qu'elle puisse mener les réformes nécessaires au maintien de son unité.

D'autre part, il faut aider le gouvernement indonésien dans sa quête de laïcité car tout dérapage vers l'intégrisme religieux menacerait l'équilibre de la région en réveillant les conflits ethniques, donc déstabilisant un pays qui deviendrait alors un refuge idéal, compte tenu de sa géographie, pour les organisations terroristes internationales.

ANNEXE 1 :

LES GROUPES ETHNIQUES EN INDONESIE



★ Foyer de tension inter-ethnique

Les groupes ethniques en Indonésie

Caractéristique majeure de l'ethnie :

AUSTRONESIENS  
DES CÔTES

AUSTRONESIENS DE  
L'INTÉRIEUR

MELANASIENS



## ANNEXE 2

### LE DECOUPAGE PROVINCIAL EN INDONESIE



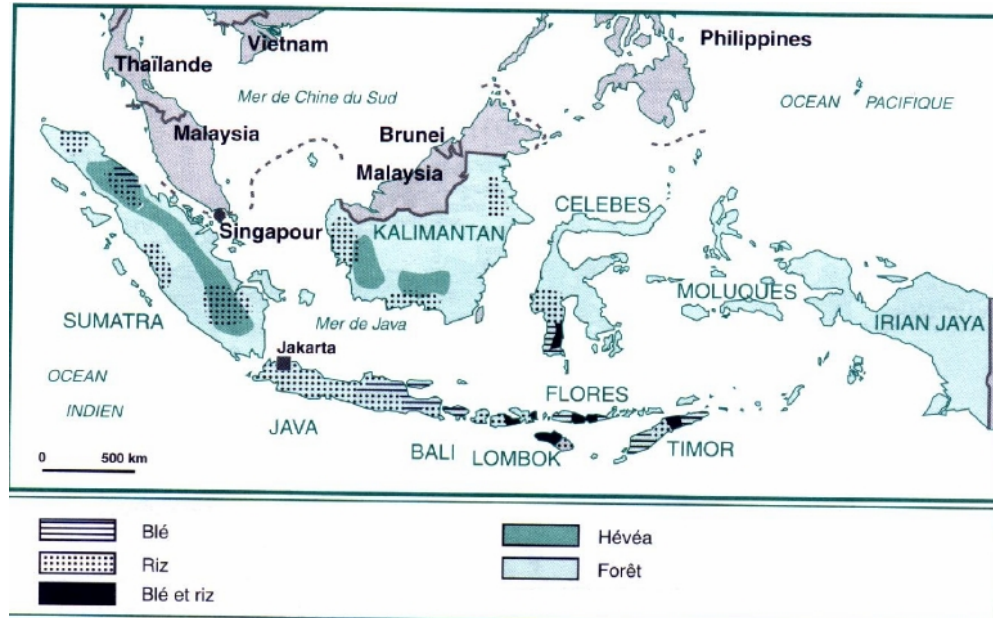
- |                  |                       |   |
|------------------|-----------------------|---|
| 1. Jakarta       | 10. Lampung           | 19. Célèbes Nord                        |
| 2. Java Ouest    | 11. Riau              | 20. Célèbes Sud                         |
| 3. Java Est      | 12. Bengkulu          | 21. Célèbes Sud-est                     |
| 4. Java Central  | 13. Jambi             | 22. Bali                                |
| 5. Yogyakarta    | 14. Kalimantan Ouest  | 23. Irian Jaya                          |
| 6. Aceh          | 15. Kalimantan Sud    | 24. Moluques                            |
| 7. Sumatra Nord  | 16. Kalimantan Est    | 25. <b>Timor oriental : indépendant</b> |
| 8. Sumatra Sud   | 17. Kalimantan Centre | 26. Petites îles de la Sonde Ouest      |
| 9. Sumatra Ouest | 18. Célèbes Centre    | 27. Petites îles de la Sonde Est        |

Source : RAILLON François, Indonésie, La réinvention d'un archipel, La documentation française, Paris, 1999

## ANNEXE 3

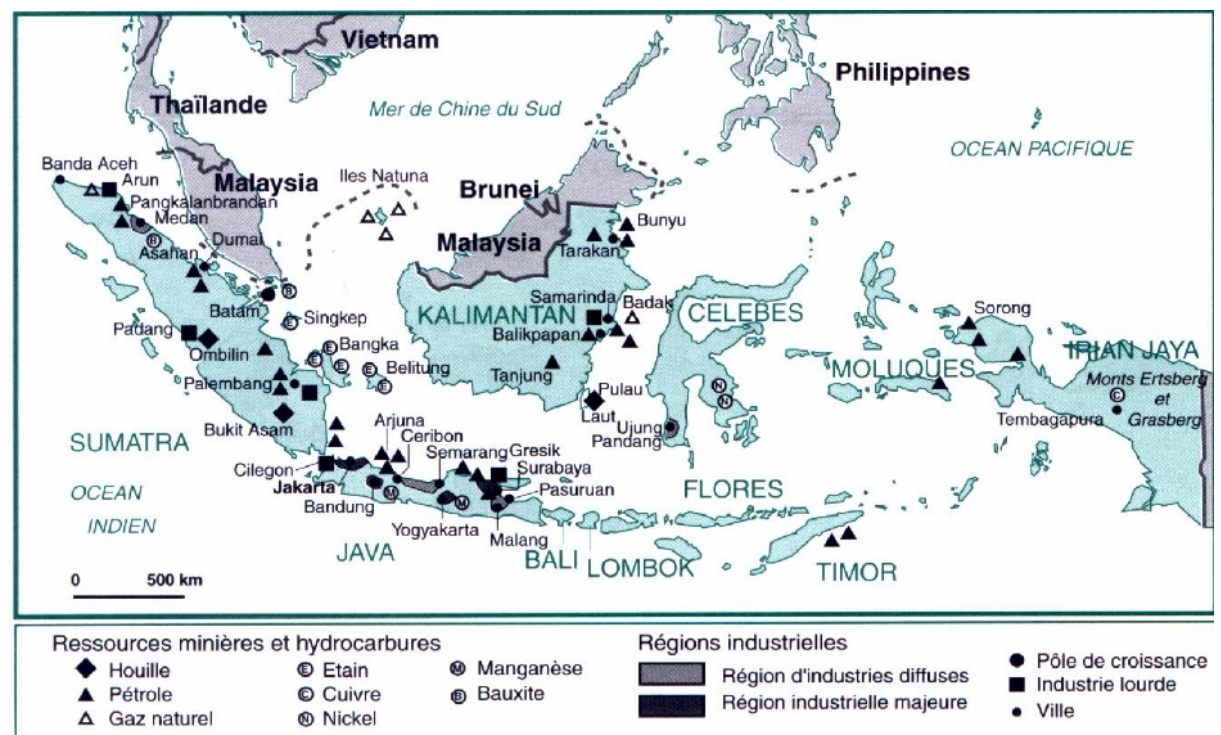
### LES RESSOURCES ECONOMIQUES INDONESIENNES

#### 1.- L'agriculture



Source : RAILLON François, Indonésie, La réinvention d'un archipel, La documentation française, Paris, 1999

#### 2.- Les ressources naturelles et l'industrie



Source : RAILLON François, Indonésie, La réinvention d'un archipel, La documentation française, Paris, 1999

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES

RAILLON, François : Indonésie, la réinvention d'un archipel, La documentation française, 1999.

BONNEF Marcel, L'Indonésie contemporaine vue par ses intellectuels, un choix d'articles de la revue PRISMA, L'Harmattan 1994

CHARRAS Muriel, « Indonésie, le premier archipel du monde », Géographie universelle, Paris, 1995

FAILLARD Andrée, Islam et armée dans l'Indonésie contemporaine, Paris, L'harmattan, 1995

### RAPPORT

Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Mission Internationale d'enquête Indonésie/Timor Oriental : la duplicité des autorités indonésiennes, 1999

### ARTICLES

Amnesty International , Procès en Aceh, 17/05/2002

Indonésia, Octanovius Mote et Danilyn Rutherford, From Irian Jaya to Papua : the limits of primordialism in Indonesia's troubled east, Octobre 2001

RAILLON, François : Chronique du temps présent, Indonésie 2000, Archipel n°57, 2001

RAILLON, François : Chronique du temps présent, Indonésie 1999, Archipel n°54, 2000

CHARRAS Muriel : L'Indonésie extérieure en peine de perspectives, Archipel n°38, 1994

Discours de politique général de la présidente Megawati Sukarnoputri le 16 août 2001 de la chambre des représentants recueilli sur le site du journal Jakarta Post

REKACEWICZ Philippe, les atouts du Timor Oriental, Le monde diplomatique, janvier 2000

REKACEWICZ Philippe, les attraits de l'Irian Jaya, Le monde diplomatique, juillet 1994

Une vingtaine d'articles de l'hebdomadaire Courrier International traduits de journaux indonésiens, KOMPAS, JAKARTA POST et TEMPO, et de journaux australiens entre 1995 et 2003

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1.- L'INSTALLATION DE LA DOMINATION JAVANAISE	3
11.- Déterminants géographiques et démographiques	3
111.- Le peuplement initial et l'islamisation	3
112.- Un paysage ethnique composite générateur de confrontations	5
12.- L'établissement de la domination javanaise jusqu'à l'indépendance	9
121.- L'Insulinde jusqu'à la colonisation	9
122 . Les effets de la présence hollandaise	10
13.- Aboutissement du phénomène dans l'Indonésie moderne	12
131.- L'idéal national et la lutte pour l'indépendance	12
132.- Proclamation de l'indépendance et le combat contre les Hollandais	14
133.- Les difficultés de l'ère Sukarno	15
134.- L'héritage de la période Suharto	17
135.- Un défi pour le pouvoir actuel	18
2.- LES ENJEUX DES CONFRONTATIONS ETHNIQUES	19
21.- Le système politique contesté	19
22.- Les enjeux économiques	21
221.- Reprise fragile de l'économie	21
222.- La révolution verte et ses conséquences	22
223.- L'exploitation des ressources naturelles	25
224.- Le sous-développement de l'Indonésie extérieure	27
23.- Le problème culturel	30
24.- Nécessité de réformes	32
3.- LE RISQUE D'ECLATEMENT	33
31.- Pacification en cours de l'archipel	33
311.- Des accords de paix encourageants	33
312.- Entre justice et impunité	35

32.- L'amorce de réformes	37
321.- Démocratisation du régime	37
322.- La décentralisation	38
33.- Scénarios possibles pour l'avenir	39
CONCLUSION	42
ANNEXES	
Annexe 1 : les groupes ethniques en Indonésie	43
Annexe 2 : le découpage provincial en Indonésie	44
Annexe 3 : les ressources économiques indonésiennes	45
BIBLIOGRAPHIE	46
TABLE DES MATIERES	47